



Éducation Quand les profs décrochent devant des conditions difficiles *Page B 4*

Michel David J.-F. Lisée, J.-M. Aussant, le PQ et le référendum *Page B 5*

Le Devoir de philo John L. Austin et le phénomène des mots performatifs *Page B 10*

PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 20 ET DIMANCHE 21 JANVIER 2018



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des hommes réunis pour la prière au Centre islamique de Brossard. Depuis l'attentat, l'établissement a reçu plusieurs demandes d'écoles et d'églises qui souhaitent mieux faire connaître la religion musulmane. Ci-dessous: l'imam du Centre culturel islamique de Québec, Mohamed Labidi, qui a vu sa voiture incendiée en août dernier, ressent toujours l'insécurité vécue dans sa communauté (photo Renaud Philippe).

ATTENTAT À QUÉBEC, UN AN PLUS TARD

Des citoyens partagés entre la peur et l'espoir

Des musulmans demeurent très ébranlés, mais ils restent attachés à leur vie ici



ISABELLE PORTER
à Québec

«**Q**uand j'entre dans la mosquée, je suis toujours sur mes gardes. Pendant la prière, s'il y a le moindre bruit, je sursaute», lance l'imam de la mosquée de la capitale, Mohamed Hafid. Le 29 janvier 2017, il était allé rejoindre un ami après la prière au Centre culturel islamique de Québec (CCIQ). Les deux parlaient du dernier match de soccer de leur équipe favorite quand les premiers tirs ont retenti dans la salle.

Au sein de sa propre mosquée, il a constaté que certaines femmes ne venaient plus à la prière par peur. Lui-même a-t-il pensé à se retirer, voire à quitter Québec pour une autre ville? «Non, répond-il. Ce serait donner raison aux extrémistes. Le fait de généraliser, c'est toujours injuste. Moi, j'ai beaucoup de plaisir à vivre ici. La majorité des gens, quelle que soit leur origine, veulent juste vivre et laisser vivre.»

À l'approche du triste anniversaire, le président du CCIQ, Mohamed Labidi, dit qu'il «essaie d'être positif». L'entrevue se déroule dans la salle même où la tuerie a eu lieu. Il montre le petit coin et les poutres derrière lesquelles les gens se sont cachés. «Je suis partagé entre l'espoir et l'amertume. On n'est pas sortis du bois non plus. On vit toujours avec des messages haineux.»

Gestes de haine et excuses

L'année a été éprouvante pour les musulmans de Québec: référendum sur le cimetière à Saint-Appolinaire, montée de La Meute et d'autres groupuscules de la droite identitaire, débat entourant la consultation sur le racisme systémique, fausse nouvelle de TVA voulant



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le projet de cimetière musulman a exacerbé les tensions à Saint-Appolinaire l'an dernier. À Brossard, un secteur musulman a plutôt été aménagé dans un cimetière multiconfessionnel.

que les dirigeants d'une mosquée aient demandé l'exclusion des femmes d'un chantier de construction...

Sans compter que, le 6 août dernier, la voiture de M. Labidi a été incendiée. Après cela, sa famille lui a demandé d'être moins présent dans les médias et les membres du CCIQ ont exigé qu'on les protège davantage. «Ils ont peur. On a

ajouté plusieurs mesures de sécurité autour de la mosquée et, toujours, ils demandent plus.»

Malgré tout, quand on lui demande comment il voit l'avenir des relations entre musulmans et non-musulmans au Québec, il dit que c'est une relation qui «va de plus en plus vers le bon sens, la compréhension et tout ça».

À l'épicerie Amine, dans le quartier Saint-Roch, l'épouse du propriétaire, Saliha Khalfi, raconte qu'elle s'est fait intimider par des clients l'été dernier. Une femme lui criait de rentrer dans son pays alors qu'un homme mimait les tirs d'un fusil avec sa main. «J'ai eu très peur, surtout que j'étais enceinte.» Or, souligne-t-elle, «c'est une Québécoise» qui passait par là qui est venue à son aide. «Elle a appelé la police et a commencé à crier dans le téléphone pour les presser de venir vite.»

M^{me} Khalfi dit avoir reçu beaucoup de témoignages de solidarité après la tuerie au CCIQ. «Des hommes sont arrivés ici, des larmes dans les yeux, et ils nous ont dit: "Excusez-nous." Les gens veulent nous rassurer, nous disent qu'on est les bienvenus. Qu'on est tous des sœurs et des frères.»

D'autres sont plus pessimistes, comme Rachid Raffa, un analyste du ministère des Transports d'origine algérienne qui vit au Québec depuis 1975 et qui a notamment cofondé le Centre culturel islamique de Québec.

Cet intellectuel a l'impression que les élites ont minimisé ce qui s'est produit. «Tout a été fait pour occulter le fait que c'était un acte terroriste», dit-il en référence à la décision des procureurs de ne pas porter d'accusation de terrorisme contre Alexandre Bissonnette. «La symbolique d'accusation de crimes haineux et d'actes terroristes est éminemment importante.»

En avril dernier, il s'est rendu en Algérie sur

la tombe des deux victimes qui étaient ses compatriotes. «Je suis encore plus inquiet que par le passé parce que ces deux tombes que j'ai visitées m'obsèdent. Je me suis dit: ils sont morts pour rien.»

Les proches se terrent

Les familles, elles, se font discrètes. À l'approche de la commémoration de la tuerie, les demandes de médias affluent de partout. «Elles n'en peuvent plus», concède le porte-parole du CCIQ, Boufeldja Benabdallah.

Rencontrée à son épicerie sur le chemin Sainte-Foy, la veuve d'Azzedine Soufiane a préféré nous diriger vers les porte-parole officiels. À l'intérieur de son commerce, les employés travaillaient dans la bonne humeur. Seul un tee-shirt noir, derrière la caisse, rappelait le drame. «Non à l'islamophobie. En solidarité avec les victimes du 29 janvier.»

Le Devoir a aussi pu prendre des nouvelles des familles des deux victimes d'origine guinéenne. «Elles vont bien. Elles font leur deuil tranquillement, mais dans l'ensemble, c'est le quotidien qui reprend, dit le porte-parole Souleymane Bah. Ça va, on se motive entre nous. On est chez nous au Québec.» Pendant que les familles pensent leurs plaies, les représentants de la mosquée, eux, donnent des entrevues.

«J'ai des engourdissements au bras tellement on parle à la presse!» lance à la blague M. Benabdallah. En plus des médias locaux qui veulent tous souligner le triste anniversaire, le CCIQ reçoit des demandes de documentaristes, de chercheurs. Est-ce trop? Est-ce excessif? «Non! Au contraire. C'est le signe d'un intérêt, c'est une pédagogie pour nous et pour la société.»

Le Devoir

Dossier › Un des épisodes les plus sombres de l'histoire du Québec moderne: le philosophe Jocelyn Maclure. De Polytechnique à Québec, les paralèles: la spécialiste Mélissa Blais. La bande des six: des citoyens s'engagent pour soutenir les proches des victimes. Procès à venir: les familles se préparent à revivre le drame. *Pages B 2 et B 3*

ATTENTAT À QUÉBEC



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Dans les jours qui ont suivi l'attentat, c'est tout le Québec qui a été secoué par une vague de tristesse. Ici, des musulmans se recueillent lors de la prière prononcée aux funérailles des trois Guinéens.

Des lettres pour panser les plaies

Des citoyens se sont relevé les manches pour tisser des liens avec la communauté musulmane

ISABELLE PORTER
à Québec

Le lendemain soir de la tragédie du 29 janvier 2017, des milliers de personnes se sont rassemblées près de la mosquée pour une émouvante vigile aux chandelles. Une initiative mise sur pied dans l'urgence par six citoyens discrets réunis par les réseaux sociaux.

Tommy, Annie, Alex, Sébastien, Maude et Sarah ne se connaissaient pas tous avant la nuit du 29 au 30. Mais ils ont eu la même idée en apprenant ce qui s'était passé à la mosquée: il fallait faire quelque chose.

«On s'est rencontrés sur les réseaux sociaux quelques heures après l'attentat», raconte Annie Demers-Caron, une professeure en anthropologie, lors d'une rencontre avec deux autres membres du groupe vendredi. «Tout le monde voulait organiser quelque chose en même temps», ajoute Tommy Bureau, employé dans une centrale syndicale. «Il y avait plusieurs événements qui étaient en train de se créer en même temps, alors au lieu de travailler en silo, on s'est réunis pour planifier quelque chose tous ensemble.»

La vigile étant prévue pour le lendemain, les six n'ont pas dormi de la nuit. «Il fallait gérer les communiqués de presse, qui les envoyait, qui serait porte-parole, qui ferait les liens avec la Ville, les politiciens, la police... On a réglé ça jusqu'à 4 h du matin.»

La «cellule de base»

Beaucoup d'autres ont mis la main à la pâte, souligne Annie, mais les six ont pris en charge la «cellule de base». Tout s'est fait par Internet et par téléphone, à tel point qu'ils ne se sont vus en personne que le lendemain soir, sur le site de la vigile. Des milliers de personnes avaient répondu à l'invitation. «Ça a été facile d'attirer des gens, indique Tommy Bureau. On a surtout joué un rôle de gouvernail. On sentait sur les réseaux sociaux à quel point les gens voulaient se réunir.»

Annie Demers-Caron se rappelle à quel point les gens étaient surpris «d'être si nombreux». «Il n'y a pas juste de l'extrême droite à Québec», lance-t-elle un sourire en coin. «Dans les médias, ce qu'on voit beaucoup à Québec, c'est l'autre côté de la médaille, l'intolérance», déplore Tommy Bureau.

«Ça a été comme un baume», se rappelle Alex Saulnier, une étudiante de l'Université Laval active notamment dans des groupes féministes. «Cet événement a permis de réunir des groupes militants de différentes mouvances, mais aussi des citoyens et des citoyennes. Il va rester quelque chose de ça.»

«Souvent, quand on parle des groupes antiracistes, l'image qui nous vient en tête est celle de militants un peu agressifs qui veulent lutter contre le méchant racisme», ajoute Tommy Bureau. Mais ce qu'on a vu à la vigile, ce sont des gens qui veulent parler d'accueil, de solidarité, de toutes sortes de valeurs positives.»

Pour les victimes

Alex raconte que les parents d'une de ses amies étaient dans la mosquée lors de l'attaque. Annie, elle, avait souvent visité le Centre culturel islamique de Québec avec ses étudiants dans le cadre de ses cours en anthropologie. Tommy signale que la conjointe de son oncle est musulmane.

Mais ces liens n'ont pas vraiment de rapport avec leur participation à cette aventure, disent-ils. «On ne se mobilise pas pour notre ami ou la personne qu'on connaît», résume Tommy. C'est une cause qui nous tient à cœur.»

À la suite de la vigile, le groupe s'est réuni de nouveau pour en prolonger l'effet. Est née alors l'idée d'envoyer des lettres de réconfort aux familles des victimes et à leurs proches. Baptisée «Lettre à toi», cette initiative a permis de recueillir au sein du public plus de 350 lettres manuscrites en provenance de partout. «Malgré mes faibles moyens, je te promets de mettre tout en œuvre pour faire tomber au-



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Dès le soir du 29 janvier 2017, la «bande des six» a orchestré un mouvement de solidarité et elle continue d'envoyer des lettres de réconfort aux familles.

tour de moi les préjugés qui divisent et pour bâtir les ponts qui nous unissent», peut-on lire dans l'une d'entre elles. «S'il te plaît ne perds pas espoir.»

«Les lettres ont été photocopiées et on a fait une quinzaine de cartables», raconte Annie Demers-Caron. On les a distribués dans des mosquées, mais aussi dans des lieux non religieux [comme des organismes communautaires]. Parce qu'on l'oublie, mais il y a seulement 40% des personnes de confession musulmane qui fréquentent les mosquées.»

Le groupe a aussi conçu 11 boîtes à partir

des 100 plus belles lettres à l'intention des familles des victimes et des blessés. Certains les ont reçues tout récemment. «L'idée, c'était de faire perdurer la solidarité dans le temps», résume Annie et Tommy.

Au cours de la semaine prochaine, différentes activités se tiendront pour commémorer le drame, et le collectif créé l'an dernier est de nouveau au travail. Les détails de la programmation doivent être dévoilés lundi à l'hôtel de ville de Québec.

Le Devoir

Au procès à venir, les proches se préparent à revivre la tragédie

ISABELLE PORTER
à Québec

Le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) a distribué près de 635 000\$ aux témoins et victimes de la fusillade. Les familles des défunts et les personnes qui se trouvaient à l'intérieur de la mosquée lors du drame ont toutes été indemnisées.

Au total, ils sont 59 à avoir reçu des indemnités et des remboursements, notamment pour couvrir les consultations en psychologie. «100% des demandes faites par des personnes se trouvant à l'intérieur de la mosquée au moment de la fusillade ont été acceptées», a signalé la porte-parole de la CNESSST qui gère le programme IVAC.

Par contre, 36 demandes ont été refusées parce qu'elles ne répondaient pas aux critères. À cet égard, on signale que les personnes qui seraient entrées dans la mosquée en même temps que les

635 000 \$

C'est le montant total des indemnités versées aux proches des défunts et aux autres victimes directes de l'attentat.

policiers ou après «ne peuvent être reconnues comme des victimes au sens de la Loi sur l'IVAC». Même chose pour celles qui seraient allées à l'hôpital afin de soutenir les victimes et leurs proches ou qui auraient procédé à l'identification des personnes assassinées. On n'a pas non plus indemnisé les personnes qui ont subi un choc parce qu'elles devaient se rendre à la mosquée mais n'y sont pas allées, par exemple.

Les besoins en soutien psychologique étaient «très grands», selon Nadia Morin, directrice du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Québec. L'organisme, qui a notamment pour mission d'aider les victimes à remplir leurs demandes d'indemnisation à l'IVAC, en a eu plein les bras.

«On parle de six décès, plus les proches, de six blessés, de leurs proches, et de 35 témoins qui ont eu peur de perdre la vie.» L'organisme a d'ailleurs dû appeler en renfort une quinzaine d'intervenants en provenance d'autres CAVACS ailleurs au Québec.

Le CAVAC est intervenu sur les lieux dès le départ pour accompagner les victimes auprès des policiers de la Sûreté du Québec et des représentants du Centre intégré en santé et services sociaux (CIUSSS), ce qui n'est pas habituel, note M^{me} Morin. «Nous, on a l'habitude de travailler avec des gens en choc post-trauma-

tique. Plus l'intervention est rapide, plus on réduit les risques que ça devienne un stress post-traumatique.» Cette expérience va probablement changer les pratiques, selon elle.

Reste maintenant à soutenir les témoins au procès d'Alexandre Bissonnette, qui doit avoir lieu fin mars. «Aller à un procès, c'est revivre en quelque sorte les événements, surtout pour les personnes qui auront à témoigner», signale la directrice du CAVAC.

Son équipe se charge donc de préparer les témoins, «non pas au niveau du contenu, mais psychologiquement», précise Mme Morin. «On assure une présence, on les prépare à ce qui s'en vient, à comment ça va se dérouler.» Pas moins de 100 personnes sont susceptibles d'être appelées à témoigner au procès. La sélection du jury est prévue le 26 mars prochain.

Le Devoir

UN AN PLUS TARD



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

Au lendemain de l'attentat de Québec, de nombreuses lettres, des messages d'espoir et des fleurs ont été reçus au Centre islamique de Brossard, raconte l'imam Foudil Selmoune. « Ça nous a fait chaud », dit-il. À droite : les messages de solidarité ont plu après l'électrochoc qui a frappé Québec et sa petite communauté musulmane en janvier 2017.

« Un des épisodes les plus sombres de l'histoire du Québec moderne »

Le philosophe Jocelyn Maclure revient sur les causes et les conséquences de la tragédie

Jocelyn Maclure est cotitulaire de la Chaire sur la philosophie dans le monde actuel de l'Université Laval. Il a agi comme analyste expert auprès de la commission Bouchard-Taylor.

PROPOS RECUEILLIS
PAR STÉPHANE BAILLARGEON

Que représente l'attentat de Québec pour vous ?

C'est un événement d'une gravité extrême. Des individus ont été tués ou blessés sur la simple base d'un aspect de leur identité, parce qu'ils sont musulmans, comme les victimes de l'attentat de Polytechnique ont été visées simplement parce qu'elles étaient des femmes. C'est l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire du Québec moderne. Il ne faut pas l'oublier. La complaisance n'est pas une option lorsque la violence interrompt le débat démocratique.

Comment comprenez-vous et expliquez-vous cet attentat ?

Comme tout le monde, je constate que le rapport entre l'Islam et l'Occident est l'une des grandes sources de tension du monde contemporain, en particulier depuis les attentats du 11 septembre 2001. Ce que j'ai déjà appelé une « dialectique mortifère » alimentée par un islamisme violent dévoyant la religion musulmane d'un côté, et par une islamophobie décomplexée de l'autre,

est à l'œuvre dans la plupart des sociétés occidentales. L'idée n'est pas de répartir les blâmes également, mais de souligner que chacun des camps voit sa vision du monde consolidée et justifiée lorsque des paroles offensantes sont prononcées ou que des gestes violents sont posés par des membres de l'autre camp. Désamorcer cette dialectique est l'un de nos défis les plus importants. Le Québec est loin d'être seul.

Pourquoi s'est-il produit là, maintenant ?

Le débat sur la place de la religion dans l'espace public et sur les accommodements raisonnables est sans doute celui qui a le plus divisé les Québécois depuis 2006. Étant donné le contexte international et les mouvements migratoires, l'islam est au cœur de ce débat. Or le discours critique sur l'islam, au Québec et ailleurs, s'est graduellement radicalisé. Pour se démarquer de la norme, des élus et des influenceurs devaient toujours aller plus loin.

C'était particulièrement évident pendant le débat sur la charte des valeurs. On alimente le spectre d'une « islamisation de la société » alors que les faits ne l'autorisent nullement. Aux Pays-Bas, le Parti de la liberté est allé jusqu'à s'engager à bannir les mosquées et les corans sur le territoire. Lorsque la frontière de ce qu'il est légitime d'exprimer sur la place publique se déplace ainsi, il est prévisible que certains, plus fragiles psychologiquement, pensent qu'il est temps de

faire un pas de plus, de passer des paroles à la violence physique.

Comment vous-même jugez-vous notre réaction collective à cet événement depuis un an ?

La réaction est troublante. L'expression de solidarité et la volonté de rapprochement qui a suivi l'attentat étaient réconfortantes et encourageantes. Malheureusement, cet esprit s'est vite dissipé. Je crains qu'on ait déjà oublié la gravité de l'événement et l'impératif éthique en vertu duquel il faut tout faire pour réduire les risques de nouveaux attentats.

Quels conseils formulez-vous pour améliorer les rapports avec la communauté musulmane du Québec ?

Le piège de l'abstraction est particulièrement dangereux. Il ne faut jamais perdre de vue que les personnes musulmanes sont des personnes en chair et en os, complexes comme nous le sommes tous. Il y a des personnes de culture musulmane qui ne sont pas particulièrement croyantes ou pratiquantes, il y a plusieurs interprétations possibles de la foi musulmane et, comme c'était le cas chez les catholiques du Québec il n'y a pas si longtemps, il y a souvent une distance importante entre le dogme et la pratique.

J'aimerais que tous aient la chance, comme je l'ai, de rencontrer les Nassiba, Kheira, Rachida et Setareh qui prennent soin de mes enfants dans les services de garde au CPE et à l'école.

Et du point de vue du débat public et des médias ?

Comme plusieurs ont un rapport à l'islam essentiellement médiatisé, ceux qui ont une tribune publique ont le devoir de faire preuve de rigueur lorsqu'ils parlent des musulmans. Tous ceux, moi y compris, qui ont le privilège de participer à la discussion démocratique ont le devoir de réfléchir à la façon dont leurs idées peuvent être interprétées.

Cela ne signifie pas que des propos dégradants à l'endroit des femmes ou les appels à la violence d'un imam ne doivent pas être sévèrement critiqués; cela signifie qu'il faut respecter les faits à propos des musulmans du Québec, éviter les amalgames injustifiés et tout faire pour ne pas alimenter volontairement la panique morale qui sévit actuellement. Un an après l'attentat, certains ne semblent pas avoir encore compris la leçon.

Enfin, comme l'introspection et l'autocritique sont toujours nécessaires, les pluralistes doivent s'efforcer davantage de distinguer les désaccords politiques légitimes de ce qui relève de l'islamophobie et de tendances fascistes. Et s'il faut critiquer sans complaisance ceux qui instrumentalisent et attisent les craintes par rapport à l'islam, il faut discuter de bonne foi avec les citoyens qui ont des inquiétudes et qui tentent d'y voir clair.

Le Devoir

De Polytechnique à Québec : quels parallèles établir ?

Mélissa Blais, spécialiste du féminisme et des mouvements antiféministes, poursuit ses recherches postdoctorales à l'Institut d'études sur la citoyenneté de l'Université de Genève. Elle a publié *J'hais les féministes. Le 6 décembre 1989 et ses suites* (Remue-Ménage).

PROPOS RECUEILLIS
PAR STÉPHANE BAILLARGEON

L'attentat contre la mosquée à Québec, exceptionnel à l'échelle occidentale, s'est produit dans une ville où vit une minuscule communauté musulmane. Comment expliquez-vous cette paradoxale exception ?

Je ne crois pas à l'exception. Cet attentat s'inscrit dans un continuum de violence. Évidemment, c'est une violence extrême. On peut établir un parallèle avec l'attentat de Polytechnique: Marc Lépine a commis une violence terrible et extrême à l'endroit de femmes. Sauf que, si on l'inscrit dans un continuum de violence, on voit très bien qu'il y a un problème de société quant aux violences faites aux femmes. Et c'est la même

chose encore: on est au bout d'un spectre. D'ailleurs, la violence a continué après l'attentat, par exemple avec l'incendie de la voiture d'un des membres de la communauté musulmane. Documenter le continuum permet de constater l'étendue du problème des manœuvres avant et après un attentat.

Qu'y a-t-il à dire sur la manière de nommer ou de conceptualiser l'événement ?

Le refus de nommer les choses fait partie du procédé d'occultation. Je m'interroge sur le refus d'utiliser le terme « attentat terroriste ». C'est encore d'actualité pour Polytechnique. On refuse d'utiliser ce terme pour qualifier l'attentat du 6 décembre 1989. Je sais que certaines définitions brouillent les cartes, surtout la définition juridique. Pourtant,

selon la définition sociologique, l'attentat terroriste désigne le crime motivé par des raisons politiques ou idéologiques contre une communauté. En refusant de parler d'attentat, on refuse de penser le problème en amont, qui est de l'ordre du sexisme ou du racisme.

En aval, quels parallèles établissez-vous ?

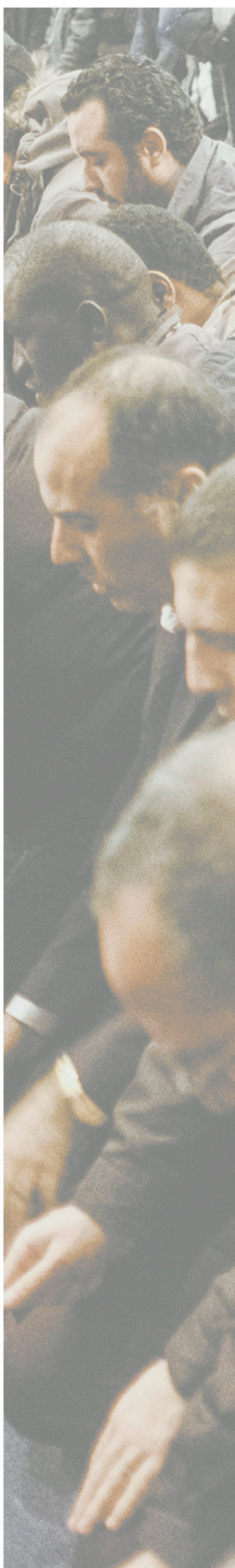
Les féministes ressentent qu'il y a eu un avant et un après-Polytechnique, qui a permis d'ouvrir les vannes. Des hommes s'étaient ensuite autorisés un déferlement antiféministe. De même, on doit s'interroger sur la peur produite dans la communauté musulmane. Ses membres se méfient-ils de prendre la parole publiquement, de se présenter à la prière? Des effets persistent dans le temps d'un attentat terroriste à l'autre.

Dans un texte publié sur Facebook le 31 janvier 2017, deux jours après l'attentat, vous prédisiez le dénigrement de la thèse de l'attentat, comme après la tuerie de Polytechnique. L'observez-vous ?

Le dénigrement consiste à rejeter la faute de l'événement sur les victimes, à dénigrer la communauté ciblée par l'attentat. On l'a vu après Polytechnique: les féministes étaient tenues pour responsables, parfois indirectement, par exemple en expliquant que Marc Lépine n'arrivait pas à se lier d'amitié avec les femmes, qu'il souffrait et était en désarroi et que peut-être le féminisme était allé trop loin.

À Québec, à chaud, on a fait le portrait du tireur isolé et misérable, mais je n'ai pas refait l'examen. Cette perspective s'inscrit dans un rapport de domination. On parle d'un homme blanc qui appartient à la majorité qu'il vient remettre en question. C'est d'ailleurs ce qui dérange autant certains chroniqueurs: ce tueur remet en question nos propres rapports à la marginalité subalterne. C'est très utile de psychologiser un tueur. Ça permet de le ramener à un rôle exceptionnel et de ne pas penser sociologiquement à ce qu'il dévoile de notre société.

Le Devoir



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Le pire est-il à venir ?

JULIEN TOURREILLE



La politique étrangère du président Trump rompt avec l'attachement de l'ensemble de ses prédécesseurs depuis 1945 à l'ordre international libéral. Il ne s'est pas non plus privé de susciter de vives tensions dans des dossiers potentiellement explosifs, que ce soit la Corée du Nord, l'accord nucléaire avec l'Iran ou encore l'éventuel déplacement de l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Disruptive et quelque peu inquiétante, l'action de Trump depuis un an sur la scène internationale n'est cependant pas surprenante. Ce n'est aucunement rassurant. Tout indique en effet que le pire — un engagement des États-Unis dans de nouvelles aventures militaires — est certainement à venir.

Une politique peu surprenante

La première année de présidence Trump confirme deux enseignements clés des études sur la prise de décision en politique étrangère. Premièrement, les préférences des décideurs se cristallisent en amont de leur arrivée aux responsabilités et n'évoluent que très peu. Pas vraiment réputé pour la finesse de ses analyses géopolitiques avant son élection, Trump avait cependant

trois croyances fortes : un rejet du libre-échange, un scepticisme vis-à-vis des alliances, une admiration pour les hommes forts.

Disruptive et quelque peu

inquiétante, l'action de Trump depuis un an sur la scène internationale n'est cependant pas surprenante. Ce n'est aucunement rassurant.

Ces « principes » sont au cœur de sa politique étrangère. Il a retiré les États-Unis du Partenariat transpacifique dès son arrivée à la Maison-Blanche. Une annonce prochaine de son intention de se retirer de l'ALENA ne serait pas une surprise. Déterminé à ce que les Alliés assument une plus grande responsabilité en matière de défense, un doute subsiste quant à son engagement vis-à-vis de l'article 5 de la charte de l'OTAN. À de multiples reprises, Trump a publiquement manifesté sa bonne disposition à l'endroit de chefs d'État, qu'ils soient turc, saoudien, russe, chinois ou philippin, aux ten-

dances autoritaires.

Deuxièmement, le manque de connaissances préalables sur les enjeux internationaux ne peut pas être comblé une fois arrivé à la Maison-Blanche, ni compensé par des compétences dans un autre domaine d'activité. Ce défaut d'expertise accroît le risque d'erreurs et nuit à la mise en place d'un processus décisionnel efficace avec les conseillers présidentiels. Un an de présidence Trump le confirme.

S'il se présente comme un négociateur hors pair, il n'est parvenu à jouer un rôle diplomatique significatif dans aucun des dossiers clés qui agitent le monde, que ce soit la nucléarisation de la péninsule coréenne ou la Syrie. Pire, l'abdication du leadership américain sur des enjeux tels que le climat ou le commerce laisse le champ libre à de nouveaux chefs de file, la Chine en tête, voire l'Europe sous l'égide du déterminé président français.

Des personnalités fortes comme James Mattis, secrétaire à la Défense, Rex Tillerson, secrétaire d'État, ou H.R. McMaster, conseiller à la sécurité nationale, pouvaient, espérait-on, discipliner un président néophyte. Las, ils en sont incapables et apparaissent plus coupables de masquer une politique étrangère incohérente et potentiellement dévastatrice.

Des guerres sans fin

En mars, Tillerson justifiait la réduction radicale du budget du département d'État par la fin prochaine d'interventions militaires. Fin novembre, il alla jusqu'à soutenir que cette baisse du budget serait le résultat de succès diplomatiques dans des dossiers majeurs ! Ces affirmations sont grossièrement mensongères. Depuis un an, le gouvernement Trump se désintéresse de l'activité diplomatique, comme en témoigne son refus délibéré de pourvoir d'importants postes au sein du département d'État.

Surtout, 2017 s'est traduite non pas par une réduction des opérations militaires américaines, mais par une augmentation spectaculaire de celles-ci. Micah Zenko l'a récemment démontré dans un article publié sur le site Foreign Policy. Il n'a ainsi fallu que huit mois à Trump pour bombarder autant de pays qu'Obama en huit ans. Fin 2017, il avait autorisé plus de frappes en Somalie (33) que W. Bush et Obama réunis (30).

Cette semaine, Tillerson annonçait le maintien de 2000 soldats en Syrie pour une période indéterminée. Ils devront contrer l'influence iranienne et aider au renversement de Bachar al-Assad. Cette mission à durée indéterminée s'ajoute à la poursuite de l'intervention en Afghanistan et à l'appui américain continu à la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen.

En un an de présidence, Trump n'a donc pas plus rompu avec les aventures militaires de son prédécesseur qu'Obama ne l'avait fait avec W. Bush. Comme lui, il les a même accrues. Compte tenu de son style décisionnel, la conclusion n'est pas de savoir si cette première année fut pire ou non qu'anticipé. C'est que le pire est peut-être à venir.



En plus de la pénurie d'enseignants qui sévit dans les commissions scolaires, les psychologues, orthophonistes et autres professionnels formés pour aider les élèves en difficulté manquent, accentuant la charge de travail.

PHOTOS ISTOCK

Quand les professeurs décrochent

Les conditions difficiles d'exercice du métier viennent à bout des « vocations »

MARCO FORTIER

Quand elle est devenue enseignante en adaptation scolaire, Mandy Vallières rêvait de sauver les enfants les plus vulnérables du système. Ceux qui ont les plus grandes difficultés. Dix ans plus tard, elle a encore la passion, mais elle est à bout de souffle. Elle envisage de changer de métier.

« Oui, je pense à partir. Je me sens en colère », dit l'enseignante de 42 ans, titulaire d'une classe spéciale dans un point de service de la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

« Je suis en colère et je suis triste. J'ai choisi ce métier sur le tard, à 27 ans, pour avoir un impact positif dans la vie des enfants. Mais je ne sens plus que c'est un emploi qui respecte ma santé. Je ne veux pas passer ma vie à être stressée comme ça », ajoute-t-elle.

Mandy Vallières est en congé forcé pour cause de grossesse à risque. Elle était épuisée avant sa grossesse. Pourquoi ? Elle a l'impression de toujours manquer de temps pour bien faire son travail. Les profs manquent d'aide de psychologues, d'orthophonistes et d'autres professionnels pour aider les élèves en difficulté.

Autre source de malaise : à cause de la pénurie d'enseignants, Mandy Vallières ne peut plus suivre de formations pour rester à l'affût des dernières méthodes d'enseignement. Des commissions scolaires et des directions d'école obligent les profs à rester en classe, faute de suppléants pour prendre la relève.

« À un moment donné, tout ça joue sur le moral et sur le niveau d'énergie. On développe un sentiment d'incompétence », explique Mandy Vallières.

Éternel recommencement

Ce « sentiment d'incompétence », Mandy Vallières n'est pas la seule à le ressentir. Andrée-Anne Laberge, 30 ans, elle aussi enseignante en adaptation scolaire, sur la Rive-Sud dans son cas, avoue elle aussi se sentir parfois « incompétente ». Elle vogue de contrat en contrat depuis la fin de ses études en 2013.

« J'apprends généralement à la fin du mois d'août, à quelques jours du début des classes, dans quelle école et dans quelle classe je devrai aller. Ça me laisse peu de temps pour me préparer. C'est très très démotivant de recommencer comme ça chaque année ou chaque session », explique-t-elle.

« On comble les trous. On doit être flexible. En plus, il faut mettre beaucoup d'heures pour faire tout le travail. Il faut apprendre à mettre des limites. »

Andrée-Anne Laberge a encore la flamme pour son métier. Mais elle envisage elle aussi de faire autre chose pour gagner sa vie. « Je me questionne : est-ce que je continue ? »

La jeune femme était pourtant



Près d'une étudiante sur cinq abandonnerait ses études en éducation après le premier stage en milieu de travail.

parmi les meilleures de sa cohorte à l'université, estime son ancienne professeure à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal (UdeM) Mélanie Paré. Les temps sont durs pour la profession, constate la professeure.

La grande désillusion

« C'est plus difficile que dans le passé d'être enseignante. Pour certaines étudiantes, ce n'est pas le milieu créatif et motivant qu'elles imaginaient, dit Mélanie Paré. Elles voient beaucoup d'élèves en difficulté, mais ne sont pas capables de les aider. Ça crée du stress de compassion. »

Plus d'une enseignante québécoise sur quatre (entre 25 % et 30 %) abandonne le métier après sa première année en poste, rappelle M^{me} Paré — d'après une étude menée en 2014 par Esther Létourneau, du ministère de l'Éducation du Québec. L'hémorragie est similaire en Alberta : environ 40 % des jeunes enseignants quittent la profession au cours des cinq premières années de leur carrière, signale une étude publiée en 2017 dans le

McGill Journal of Education.

Ce « désengagement » envers la profession enseignante touche aussi les profs plus âgés, estiment plusieurs sources jointes par *Le Devoir*. Le résultat sur le terrain, c'est la pénurie d'enseignants, surtout suppléants, qui frappe une série de commissions scolaires malgré les investissements de Québec en vue d'embaucher 2000 enseignants et autres professionnels.

Cette pénurie crée des remous dans certaines classes : pas moins de neuf enseignants se sont succédés depuis le mois de septembre dans un groupe de maternelle de l'école La Visitation, à Montréal, a rapporté *Le Devoir* cette semaine.

La pénurie fait des vagues jusque dans les facultés d'éducation. « Les commissions scolaires embauchent nos étudiantes pour faire du remplacement. On a de la difficulté à les retenir pour qu'elles suivent toute leur formation », dit Mélanie Paré.

La professeure estime que près d'une étudiante sur cinq abandonne ses études en éducation après le premier stage en milieu de travail, dès la première année universitaire. Plusieurs

« Je suis en colère et je suis triste. J'ai choisi ce métier sur le tard, à 27 ans, pour avoir un impact positif dans la vie des enfants. Mais je ne sens plus que c'est un emploi qui respecte ma santé. »

Mandy Vallières, titulaire d'une classe spéciale à la CSDM

pays développés vivent le même phénomène, selon elle.

Échecs interdits

Les profs font face à une pression grandissante, estime Mélanie Paré : « Avant, si l'élève échouait, c'était parce qu'il n'était pas assez bon. Maintenant, c'est parce que l'enseignant n'a pas les bonnes pratiques. »

C'est pour ça que les enseignantes jugent essentiel de suivre une formation continue, explique Mélanie Paré. Pour rester à jour dans les méthodes d'enseignement. Et aussi parce que les conditions d'exercice du métier ont changé.

Les classes ordinaires accueillent désormais davantage d'élèves ayant les plus grandes difficultés d'apprentissage ou de comportement. La matière à enseigner est plus complexe qu'autrefois, notamment depuis la réforme du début des années 2000. Et on exige des enseignants qu'ils fassent réussir les élèves — même ceux qui se traînent les pieds.

« Un de mes élèves ne s'est pas présenté à un examen quatre fois, mais je n'ai pas le droit de lui donner la note de zéro ! » s'insurge un enseignant de première secondaire de la couronne nord de Montréal.

« La direction de l'école a peur des parents. Si un élève échoue, il faut monter un dossier et remplir une tonne de paperasse », ajoute cet enseignant qui compte 25 années d'expérience.

Un quart de siècle plus tard, la « vocation » reste intacte. Mais il songe à prendre une retraite anticipée. « Ma tâche est beaucoup plus lourde que quand j'ai commencé. J'ai moins d'autonomie professionnelle. Les écoles sont surpeuplées. On manque d'espace. C'est bruyant. Mes frères et mes sœurs ont tous de meilleures conditions de travail. »

Le Devoir

PERSPECTIVES



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Mardi, c'est avec émotion que la députée de Pointe-aux-Trembles, Nicole Léger, qui œuvre au PQ depuis de longues années, a annoncé qu'elle ne sollicitera pas de nouveau mandat au moment des élections d'octobre.

Le PQ en quête de visages connus

Après la multiplication des annonces de départs d'élus «vedettes», le parti de Jean-François Lisée peine à attirer des candidats de renom

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Le Parti québécois s'affaire à recruter des candidats à la hauteur de l'«ostie de bon gouvernement» imaginé par son chef, Jean-François Lisée. Le hic : les candidats «vedettes» n'accourent pas au PQ. Les plus récents sondages qui créditent le PQ de quelque 20% des intentions de vote y sont pour quelque chose, confie le «député organisateur» Mathieu Traversy.

La perspective de voir le PQ être relégué au statut de deuxième groupe d'opposition à l'Assemblée nationale — une impression renforcée par les annonces en cascade de départs (Alexandre Cloutier, Nicole Léger, Agnès Maltais) mêlées à la «réflexion» entreprise par François Gendron, Claude Cousineau et Nicolas Marceau sur leur avenir politique — rebute. «Pour les candidatures de dernière minute [synonymes de «candidats vedettes» ou «candidats de prestige» dans le dictionnaire du député de Terrebonne], c'est sûr que les sondages peuvent être un indicateur qui va entrer en ligne de compte dans leur réflexion», affirme-t-il dans un entretien avec *Le Devoir*.

Mais à huit mois et demi des élections générales, M. Traversy ne s'alarme pas. «On est encore beaucoup trop loin de l'élection pour que ça puisse avoir un impact définitif sur leur décision», soutient l'élue trentenaire à l'autre bout du fil. «On va essayer de vous surprendre au cours des prochains mois.»

La députée de Joliette, Véronique Hivon, est de la partie, fait-il remarquer. En effet, la lieutenant du chef de l'opposition officielle — «numéro deux» de la formation politique, fait remarquer M. Traversy — multiplie les efforts afin de convaincre notamment des figures féminines de briguer les suffrages sous la bannière du PQ le 1^{er} octobre prochain.

Qu'en est-il d'Aussant ?

Jean-Martin Aussant envisage un retour au sein du PQ en dépit de la promesse du chef, Jean-François Lisée, de «réussir» l'indépendance du Québec dans un deuxième mandat, soit de 2022 à 2026. L'ancien chef d'Option nationale a posé ses conditions, a-t-on expliqué au *Devoir* à huit mois et demi du scrutin. Parmi elles : une «bonne» circonscription dans la région métropolitaine. M. Aussant, qui est directeur général du Chantier de l'économie sociale, s'est refusé à tout commentaire.



Jean-Martin Aussant

Le pire des scénarios

Le Parti québécois se voit créditer de 19% des intentions de vote, selon un sondage *Léger-Le Devoir* effectué en décembre dernier. Un tel score le 1^{er} octobre prochain constituerait un scénario catastrophe pour le PQ puisque, avec moins de 20% des voix et moins de 12 députés, le PQ ne serait pas reconnu comme un groupe parlementaire par l'Assemblée nationale.



À huit mois des élections, la formation de Jean-François Lisée est au plus bas dans les sondages : elle récolte à peine 20% des intentions de vote.

Comme l'ex-présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), Régine Laurent? «C'est le genre de profil que nous aimerions bien avoir au Parti québécois», se contente de dire Mathieu Traversy.

Rencontre préélectorale

L'attention des médias portée sur le PQ cette semaine a donné une impulsion aux militants — déçus par le départ prochain du député de Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, mais pas anéantis —, soutient un stratège péquiste.

Il se réjouit bien évidemment que le dévoilement de la candidature de la fille du poète Félix Leclerc, Nathalie Leclerc, ait été couvert par les médias nationaux, ce qui n'aurait pas nécessairement été le cas si M. Lisée ne s'était pas retrouvé sur la sellette la veille.

Qui plus est, une vingtaine de personnes qui entrevoient la possibilité de se porter candidates à l'investiture du PQ dans une circonscription ou une autre de l'île de Montréal ont bavardé avec le chef du PQ, Jean-François Lisée, ainsi que la députée de Marie-Victorin, Catherine Fournier, et l'auteur du rapport «Osez repenser le PQ», Paul St-Pierre Plamondon, au Café Eugène, vendredi. Aucune personnalité publique ne faisait partie du lot.

Au moins 15 des 125 candidats aux prochaines élections générales seront connus d'ici fin mars, confirme Mathieu Traversy. Près de 20 conseils exécutifs de circonscription se disent aussi prêts à sélectionner leur candidat en vue du scrutin. D'autres tarderont à tenir leur investiture, comme l'avait fait celui de la circonscription de Saint-Jérôme à l'hiver 2014. «Il y a des circonscriptions qui peuvent dire : "On n'est pas pressés d'avoir un candidat tout de suite." On est très ouverts à des candidatures de dernière minute, qui sont généralement des candidatures d'envergure, explique Mathieu Traversy. Le Parti québécois, c'est un parti qui est capable de se renouveler. C'est ça qu'on va vous démontrer au cours des prochains mois!»

L'ex-chef péquiste Pauline Marois avait placé la barre haut en recrutant Lorraine Pintal, Martine Desjardins, Simon Prévost, Alexis Deschênes, Gyslaine Desrosiers, Diane Lamarre... sans oublier Pierre Karl Péladeau, en prévision du scrutin du 7 avril 2014. La première ministre s'enorgueillissait d'avoir mis sur pied ni plus ni moins que la meilleure équipe de candidats.

À l'exception de M^{me} Lamarre (Taillon) et «PKP» (Saint-Jérôme), ses recrues avaient cependant toutes mordu la poussière.

La campagne «déterminée» menée par M^{me} Marois a mis fin à leurs espoirs de faire partie d'un gouvernement péquiste — jusqu'au 1^{er} octobre 2018 du moins. «C'est la campagne nationale, le parti et le chef qui jouent pour beaucoup dans une campagne électorale», souligne Mathieu Traversy.

Jeu de notoriété

D'ailleurs, même la notoriété d'un député sortant a un impact restreint sur ses chances d'être réélu dans sa circonscription. Un élu peut aller chercher un point supplémentaire pour chacune des législatures qu'il a traversées, et ce, jusqu'à concurrence de cinq points, estime un vétéran du PQ.

Cette «prime à la notoriété» a toutefois sauvé de la défaite Agnès Maltais dans la circonscription de Taschereau au printemps 2014. Son successeur ou sa successeuse devra batailler ferme afin de faire mentir le maire de Québec, Régis Labeaume, qui prédisait la disparition prochaine du PQ de la région de la Capitale-Nationale. «Entre vous et moi, c'est le vide, après [le départ de M^{me} Maltais]. Alors, dans l'histoire politique contemporaine de notre ville, c'est majeur», a fait valoir le diplômé en sociologie de l'Université Laval lors de son passage sur la colline Parlementaire mardi.

«Être les *outsiders* de cette campagne, ça nous va», a pour sa part lancé Jean-François Lisée.

Faire partir le train

MICHEL DAVID



Maintenant que le départ à la retraite de Nicole Léger rend disponible la circonscription de Pointe-aux-Trembles, bon nombre de souverainistes fondent de grands espoirs — peut-être trop — dans le retour de Jean-Martin Aussant. Certains lui tiennent encore rigueur de sa désertion de 2011, mais le retour de l'enfant prodige ferait le plus grand bien au moral des troupes, que le départ d'Alexandre Cloutier a encore miné davantage.

Pour avoir un effet véritablement remobilisateur, il faudrait toutefois que ce retour se traduise par un changement dans le discours du PQ. Jean-François Lisée a beau répéter que le report du référendum à un deuxième mandat ne signifie pas que la souveraineté est mise en veilleuse, l'échéance paraît trop lointaine et trop hypothétique aux yeux de plusieurs.

Il serait d'ailleurs illusoire de penser que M. Aussant rentrerait tranquillement au bercail en appuyant intégralement la position de son chef. Dans la situation précaire où se trouve le PQ, qui pourrait même perdre son statut de parti reconnu à l'Assemblée nationale, l'ancien chef d'Option nationale a le gros bout du bâton.

Sur le référendum, M. Lisée ne changera certainement pas d'idée. Rien n'empêcherait toutefois le PQ d'inclure dans sa plateforme électorale des «gestes de souveraineté» préalables à la tenue d'un référendum. Pour convaincre les sceptiques de monter dans ce qu'il dit être le «seul train menant à l'indépendance», il doit démontrer concrètement qu'il ne restera pas en gare pendant des années, ce dont son engagement de ne pas utiliser de fonds publics pour faire la promotion de la souveraineté donne l'impression.

◆ ◆ ◆

En septembre 2014, M. Aussant avait fait parvenir au *Devoir*, de son exil londonien, une lettre intitulée *Si j'étais militant péquiste* dans laquelle il expliquait ce qu'il aurait attendu du successeur de Pauline Marois. Plusieurs y avaient même vu l'ébauche de sa propre plateforme.

On ne sait pas ce que Pierre Karl Péladeau aurait fait s'il était resté en poste. Lui-même ne le savait probablement pas. Ce que propose le chef actuel est cependant très loin de ce que demandait M. Aussant. Quand il disait espérer «qu'on ne redonne pas au même équipage le *Costa Concordia*», tout portait à croire que M. Lisée faisait partie de ces «naufreurs entourés» qu'il souhaitait ne pas voir trop près de la cabine du capitaine.

Ce qu'il écrivait à l'époque traduit parfaitement ce que plusieurs pensent toujours : «Je m'inquiérais certainement qu'on propose de repousser l'audace à un deuxième mandat alors qu'elle n'aura jamais autant de traction qu'en arrivant au pouvoir. Retarder l'audace, c'est ne pas en avoir. Reporter une urgence, c'est ne pas la reconnaître. Je crois fermement que les convictions assumées peuvent encore faire gagner des élections.»

◆ ◆ ◆

Avec une côte aussi abrupte à remonter d'ici le 1^{er} octobre, M. Aussant ne se fait sans doute pas d'illusions sur les chances d'une victoire péquiste. Il s'agit plutôt de trouver le moyen de sauver ce qui peut encore l'être afin de préserver l'avenir.

Il est trop tard pour tenir ce «congrès de refondation duquel naîtrait un nouveau grand parti souverainiste avec des gens venant de tous les horizons», qu'il proposait dans sa lettre de 2014. C'est là une possibilité qu'il faudra peut-être envisager au lendemain de l'élection.

Il est certainement hors de question pour M. Lisée de se rallier à la variante de l'élection référendaire préconisée par Option nationale, qui proposait d'exercer, avant même la tenue d'un référendum, le pouvoir exclusif d'adopter les lois applicables au Québec, d'y collecter des impôts et de signer les traités internationaux le concernant. Bien des souverainistes attendent cependant plus d'un premier mandat péquiste que de simplement «restaurer les ressorts essentiels de la nation mis à mal par 15 ans de régime libéral».

Rien ne ferait plus plaisir au premier ministre Couillard que de voir la souveraineté redevenir un enjeu de la prochaine élection, mais le PQ pourrait aussi y trouver son compte. Jean-François Lisée avait sans doute raison de penser que le PQ ne pouvait pas gagner l'élection en promettant de tenir un référendum dans un premier mandat, mais son report a favorisé essentiellement la CAQ, pour laquelle il est beaucoup plus facile d'incarner le changement aux yeux de ceux qui souhaitent se débarrasser des libéraux.

En réalité, le PQ a tout intérêt à recréer la polarisation entre fédéralistes et souverainistes qui marginalisait la CAQ, quitte à renvoyer au PLQ les fédéralistes qui, rassurés par le report du référendum, sont passés dans le camp caquiste. À moins que battre les libéraux lui apparaisse plus salutaire que d'empêcher sa propre marginalisation.

PERSPECTIVES

Macron face au test de l'immigration

Les défis du président français semblent plus politiques et sociaux qu'économiques

CHRISTIAN RIOUX
Correspondant à Paris

Rien ne se passe comme prévu dans ce quinquennat. L'automne devait être explosif, et la France à feu et à sang. Or, il ne s'est rien passé. La résistance, aussi bien syndicale que de l'extrême gauche, a fait «pschitt». Avec environ 59% d'opinions favorables, la cote de popularité du jeune président atteint des sommets comparativement à celle de ses prédécesseurs, qui avaient vu l'opinion publique se retourner contre eux quelques mois seulement après leur élection.

Or, le secret du président n'est peut-être pas si mystérieux qu'on pourrait le croire. Pour la première fois depuis longtemps, un président a mis en œuvre les réformes qu'il avait promises, soulignent les observateurs. Sitôt élu, Nicolas Sarkozy, pourtant partisan d'une droite «décomplexée», s'était dépêché de nommer des ministres de gauche à des postes clés du gouvernement. Il n'aura fallu qu'un an pour que, de son côté, François Hollande renie sa promesse de combattre «la Finance» et de réformer l'Europe.

Le bénéfice du doute

Leur successeur Emmanuel Macron avait promis des réformes libérales du marché du travail dont on peut penser ce que l'on veut. Mais pour l'instant du moins, il les met en œuvre. Il n'y a pas de rupture de contrat, même si la base électorale du président reste mince.

En ira-t-il de même dans les mois qui viennent et alors que plus le temps passe, plus les rendez-vous se feront politiques? Déjà, la décision annoncée cette semaine de ne pas construire l'aéroport Notre-Dame-des-Landes et de ne pas évacuer les 300 occupants illégaux avant le printemps n'est pas passée comme une lettre à la poste. Si elle est saluée par 70% des Français comme une décision de bon sens, 49% estiment que le gouvernement a cédé aux zedistes. La décision a aussi provoqué une bronche chez les élus de l'ouest de la France. Le président se trouve en effet fragilisé là où il était déjà le plus faible: dans les régions et auprès des élus municipaux des villes moyennes qui se sentent abandonnés par Paris.

Pour la directrice du département opinion de la firme de sondages BVA, Adelaïde Zulfiarpasic, cette «popularité» s'explique largement par une sorte d'«attentisme» de l'électorat qui entend laisser du temps au président. «Bienveillants» ou «dubitatifs», ceux qu'elle appelle les «attentistes» composent près du tiers de la population.

Or, les débats les plus sensibles sont à venir. Parmi eux, on trouve celui sur la procréation médicalement assistée (PMA), mais surtout celui sur l'immigration.

L'écueil de l'immigration

Dans ce domaine, le rendez-vous s'annonce d'ores et déjà déterminant. La nouvelle loi qui pourrait être déposée en avril a déjà soulevé un tollé à gauche. Sous le titre ironique «Bienvenue au pays des droits de l'homme...», le magazine *L'Obs* est même allé jusqu'à consacrer sa une à un président devant des barbelés qui évoquent un camp nazi. La couverture a été dénoncée, dans les pages mêmes du magazine, par son fondateur Jean Daniel. Comme l'écrivait le *Journal du dimanche*, «l'exécutif avance sur ce texte ultrasensible comme sur des charbons ardents». Selon un sondage Elabe, 61% des Français ne font pas confiance à Macron pour réformer la politique migratoire.

Le président en est visiblement conscient. «Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir



Mardi, Emmanuel Macron a visité un centre d'hébergement pour migrants à Croisilles, dans le Pas-de-Calais, où il a rencontré des résidents et des bénévoles. Le président devra bientôt défendre sa future loi sur l'immigration, qui pourrait être déposée en avril.

des hommes et des femmes dans les rues, dans les bois», avait déclaré Emmanuel Macron le 28 juillet à Orléans. Du même souffle, il avait réclamé une «vraie politique de reconduite aux frontières» distinguant clairement les demandeurs d'asile des migrants économiques.

Le projet vise donc à réduire les délais de traitement des demandes d'asile de 14 à 6 mois. Par contre, afin de faciliter les reconduites à la frontière, il pourrait doubler la durée légale de la rétention administrative des illégaux. Il s'agit en effet de lever les obstacles à l'expulsion, les pays d'origine n'acceptant souvent de reprendre leurs citoyens qu'au terme de longues procédures.

Les ONG françaises ont crié au scandale en apprenant que le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, souhaitait aussi pouvoir faire des contrôles dans les centres d'hébergement d'urgence. Selon les organisations humanitaires, cela découragera les migrants à demander de l'aide. Macron a donc demandé à son premier ministre, Édouard Philippe, de trouver une position plus consensuelle. Ce qui ne sera pas facile. Le *JDD* cite une source selon laquelle «il y a une radicalisation généralisée entre, d'un côté, l'Inté-

rieur, et de l'autre, des associations qui prônent des papiers pour tous».

La reconduite des illégaux

On sait qu'en France, les problèmes d'immigration ne concernent pas tant les demandeurs d'asile, dont le nombre est en hausse, que ceux qui en sont déboutés. Parmi ces derniers, seulement 10% sont renvoyés chez eux. L'insatisfaction de la population vient largement de là. La plupart des Français ne comprennent pas pourquoi un demandeur d'asile débouté n'est pas immédiatement renvoyé chez lui. Or, «le gouvernement n'a toujours pas trouvé de solution» à cette situation, déclarait sur le site Atlantico le spécialiste des migrations Jean-Paul Gourévitch.

Selon ce dernier, «Gérard Collomb tente de se prémunir contre un double danger. Tout d'abord effectivement des vagues migratoires extrêmement importantes, mais aussi, [il] ne souhaite pas que l'opinion publique, qui est dans sa majorité défavorable à l'arrivée de nouveaux migrants, se braque contre lui.»

On sait que l'immigration fut le grand échec de Nicolas Sarkozy. Même s'il avait promis d'expulser tous ceux qui n'avaient pas le droit de se trou-

ver sur le territoire français, à la fin de son mandat, la situation n'avait pas bougé d'un iota. Et cela, même après un record de lois sur le sujet.

Le même sort attend-il Emmanuel Macron? Les experts savent que, pour transformer cette situation, il faudrait modifier radicalement les règles du regroupement familial et conditionner, par exemple, les aides au développement à l'acceptation par les pays d'origine du retour des illégaux. Ce qui obligerait la France à se braquer notamment contre l'Union européenne. Selon plusieurs sources citées dans la presse française, le gouvernement français aurait plutôt choisi une logique dissuasive. Bref, «de leur pourrir la vie [aux illégaux] pour les dissuader de venir», écrit le *JDD*.

Notons qu'à la différence de Nicolas Sarkozy, on trouve dans l'Élysée Emmanuel Macron à la fois une gauche qui souhaite une large politique d'accueil et une droite qui souhaite une limitation stricte de cet accueil aux seuls réfugiés. Si Macron est parvenu à réconcilier cet électorat sur l'économie, il n'est pas sûr qu'il y parvienne sur la question, combien plus sensible, de l'immigration.

Le Devoir

Météo Média

Sept-Îles: 8/-16
Baie-Comeau: 4/-14
Saguenay: 1/-15
Trois-Rivières: 3/-12
Gatineau: 5/-5
Montréal: 3/-7
Sherbrooke: 5/-7
Rimouski: 0/-13
Gaspé: 4/-13
Val d'Or: -1/-17

Le lever du soleil: 7h26
Coucher du soleil: 16h43

©MétéoMédia 2018

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Var -2/-10	Var -3/-8	Londres	Plu 6/2	Plu 10/8
Moncton	Mel 4/-8	Sol -3/-13	Los Angeles	Sol 17/6	Sol 17/8
Saint-Jean	Mel 4/-4	Sol -1/-8	Mexico	Sol 21/6	Sol 23/8
Toronto	Var 5/2	Var 4/-2	New York	Sol 8/-1	Sol 8/1
Vancouver	Plu 6/5	Plu 6/4	Paris	Plu 8/5	Plu 8/6
Winnipeg	Var 0/9	Var -3/-9	Tokyo	Ave 8/2	Var 10/4

Montréal
Aujourd'hui: 3
Ce soir: -5
Demain: -1/-10
Lundi: -9/-11
Mardi: -5/-7

Québec
Aujourd'hui: 3
Ce soir: -12
Demain: -4/-14
Lundi: -9/-14
Mardi: -8/-10

Gatineau
Aujourd'hui: 5
Ce soir: -5
Demain: 2/9
Lundi: -6/-9
Mardi: -3/-8

Pour que le pique-nique ne tombe pas à l'eau, accédez en tout temps à la météo.

Téléchargez MétéoÉclair sur votre téléphone intelligent.

Météo Média

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES



CONSEIL D'EXPERTS
SUR LES CONTRIBUTIONS
D'ASSURANCE AUTOMOBILE

RAPPEL**CONSULTATION PUBLIQUE:
DÉPÔT DE MÉMOIRES ET AUDIENCES PUBLIQUES**

Le 13 décembre 2017, la Société de l'assurance automobile du Québec a publié les modifications qu'elle propose aux contributions d'assurance automobile pour les années 2019 à 2021.

Avant de modifier les contributions d'assurance automobile, la Société doit obtenir l'avis du Conseil d'experts sur les contributions d'assurance automobile. Dans le cadre de ses travaux, le Conseil d'experts doit notamment tenir une consultation publique.

Le Conseil d'experts rappelle aujourd'hui aux personnes et aux groupes désireux de présenter un mémoire qu'ils ont jusqu'au jeudi 1^{er} mars 2018, 17h, pour ce faire. Des audiences publiques pour la présentation et la discussion de ces mémoires se tiendront à Montréal le 20 mars 2018 et à Québec le 22 mars 2018.

Le Conseil d'experts offre également à tous les citoyens la possibilité d'exprimer leurs commentaires, en ligne ou par la poste. Cependant, si vous souhaitez être entendu lors des audiences publiques, vous devez soumettre un mémoire.

Pour en savoir davantage sur les modifications aux contributions d'assurance automobile proposées par la Société et sur le processus de consultation publique, y compris la manière de présenter un mémoire ou d'exprimer des commentaires, vous êtes invité à consulter le site Internet du Conseil d'experts au www.conseilexpert.aauto.ca.

Conseil d'experts sur les contributions d'assurance automobile
400, boulevard Jean-Lesage, Local 265
Québec (Québec) G1K 8W1
Téléphone: 418 644-0113
Sans frais: 1 833 330-4505
Courriel: courriel@conseilexpert.aauto.ca
Site Internet: www.conseilexpert.aauto.ca

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de Agence d'Artistes Giobensky inc. Avis est par les présentes donné que la faillite de Agence d'Artistes Giobensky inc., personne morale dûment constituée et ayant son siège social au 420-1435, rue St-Alexandre, Montréal, Québec H3A 2G4 est survenue le 17 janvier 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 6 février 2018, à 15h, au 4159, rue Bélanger, Montréal, dans la province de Québec. Fait à Montréal, le 20 janvier 2018.

Pomerleau & Associés
Syndic Inc.
4159, rue Bélanger
Montréal (Québec) H1T 1A2
Tél.: 514-721-3744
www.LibereTesDettes.ca

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Prenez avis que Claude CHAMBERLAND, en son vivant domicilié au 6357 ave Christophe-Collomb, Montréal est décédé le 15 juillet 2016 à Montréal. Un inventaire des biens a été dressé, conformément à la Loi, et peut être consulté, par les intéressés à l'étude du notaire soussigné située au 2383 rue Beaubien Est, bureau 200, Montréal. Fait à Montréal, ce 18 janvier 2018
Pierre Couto, notaire

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE (C.c.Q., art. 795)

Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de Roch BLANCHETTE, en son vivant retraité, domicilié au 3131, rue Sherbrooke Est, appartement 114, Montréal, Québec, H1W 1B2, survenu le 3 juillet 2016, un inventaire des biens du défunt a été fait par le liquidateur successoral, Gaëtan Blanchette, le 9 janvier 2018, devant Me Christopher Dicecca, notaire, ayant son domicile professionnel au 6024, rue de Bordeaux, Montréal (Québec), H2G 2R7, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Christopher Dicecca, notaire, sise au 6024, rue de Bordeaux, Montréal (Québec), H2G 2R7. Donné ce 18 janvier 2018.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE (C.c.Q., art. 795)

Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de François MEUNIER, en son vivant rentier, domicilié au 7650, rue Lespinay, Montréal, Québec, H1S 2Y6, survenu le 7 juin 2017, un inventaire des biens du défunt a été fait par les liquidateurs successoraux, Michèle DUPONT et Richard TRUDEL, le 11 janvier 2018, devant Me Christopher Dicecca, notaire, ayant son domicile professionnel au 6024, rue de Bordeaux, Montréal (Québec), H2G 2R7, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Christopher Dicecca, notaire, sise au 6024, rue de Bordeaux, Montréal (Québec), H2G 2R7. Donné ce 18 janvier 2018.

HEURES DE TOMBÉE**Avis légaux et appels d'offres**

Les réservations doivent être faites **avant 15 h** pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du **lundi** : Réservations avant **11 h le vendredi**

Publications du **mardi** : Réservations avant **15 h le vendredi**

Un don d'espoir pour la vie

ARMÉE DU SALUT
1-877-488-4222
www.ArmeduSalut.ca

PERSPECTIVES



Le 6 mai 1968, les étudiants parisiens en grève lancent des pavés sur les policiers, boulevard Saint-Germain.

ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

1968, l'année de tous les soubresauts

Révoltes, guerres et gestes émancipateurs ont marqué cette année charnière

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Pour comprendre cette année importante que fut 1968, peut-être est-il utile de commencer par faire un léger bond de côté. Reportons-nous un instant en 1961: le soviétique Iouri Gagarine devient le premier homme à faire le tour de la Terre en orbite. La conquête de l'espace est une des illustrations de la guerre froide. Gagarine est ému, dira-t-il, par la rondeur imparfaite du globe, par le bleu scintillant qui l'habille. On répètera que Gagarine soutient aussi que les hommes, depuis cette distance, sont naturellement tous perçus comme des frères. De quoi alimenter, au moins un temps, le rêve d'un destin humain envisagé sous le sceau de l'humanisme, malgré la menace nucléaire qu'attise alors la guerre froide.

L'année 1968, dont on célèbre le cinquantenaire de mille façons, est une année de soulèvements et de chutes sur tous les plans. La disparition de Gagarine, mort dans l'écrasement d'un avion de chasse le 27 avril, constitue peut-être un signe, si besoin était d'en avoir un, de l'extrême fragilité des avancées de l'humanité. Et si ce signe de fragilité ne suffisait pas, les assassinats de Robert Kennedy et Martin Luther King, déjà largement utilisés pour montrer le caractère tragique de cette année 1968, pourraient être invoqués.

Les révoltes étudiantes

Quand on pense à l'année 1968, l'image des soulèvements étudiants pointe tout de suite le nez. Ceux de mai, en France, ont suscité en un demi-siècle une orgie de commentaires. L'événement, loin d'être définitivement classé, s'avère plus planétaire que national, n'en déplaise aux Français. Les révoltes étudiantes vont éclater un peu partout. Les étudiants italiens occupent l'Université de Rome. En Pologne, les étudiants organisent une contestation du régime. Plusieurs émeutes étudiantes éclatent à Tokyo comme à Mexico. À Mexico, l'intervention de l'armée fait des morts et des milliers de blessés. Aux États-Unis, plusieurs manifestations d'étudiants ont lieu, notamment contre la guerre du Vietnam. Sans compter ce qui se passe au même moment dans les rangs étudiants québécois et acadiens.

La révolte française va devenir une sorte de miroir dans lequel on envisage sa propre réalité. Professeur au Collège militaire royal du Canada, l'historien Jean Lamarre est aussi l'auteur d'une histoire du mouvement étudiant québécois des années 1960 en rapport avec le mouvement international (Éditions Septentrion, 2017). Le 11 mai 1968, explique-t-il, l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) envoie un télégramme d'appui à Paris, dans lequel est souligné que «la lutte des étudiants français concernant la réforme de l'enseigne-

ment supérieur ressemble à celle que mène l'UGEQ». Les étudiants québécois vont utiliser à leurs fins, montre-t-il, les termes des contestations internationales qui vont dans le sens de leurs revendications. Il faut aussi concevoir que les revendications des étudiants québécois et acadiens se conjuguent à des conflits linguistiques, comme on en trouve par ailleurs à la même époque en Flandre.

Ganté de noir

Du Mexique, l'année 1968 offre aussi des images qui montrent que le sport sert plus que jamais de véhicule à la vie politique.

Le 16 octobre, Tommie Smith remporte le 200 mètres olympique. Il monte sur le podium avec John Carlos, troisième de la course. Ils lèvent un poing ganté de noir, tête baissée pendant l'hymne américain.

Ce geste souligne devant le monde ce qui se passe aux États-Unis en matière de droits civiques. Les deux sont bannis des Jeux et expulsés du Village olympique dès le lendemain. Ils n'en passent pas moins à la postérité.

Printemps de Prague

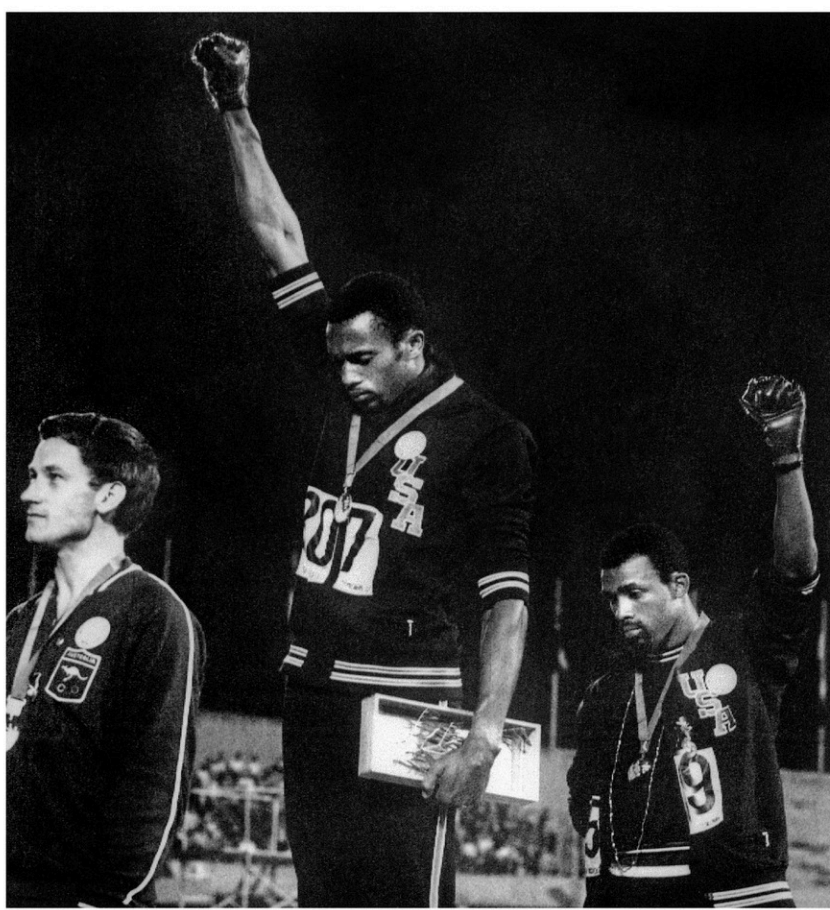
Bien des gens des pays du bloc de l'Ouest auront tendance à voir dans le Printemps de Prague un reflet de désirs de changement qu'ils espèrent aussi chez eux. Mais comme l'explique James Krapfl, professeur d'histoire à l'Université McGill, il s'agit alors d'envisager des réformes dans le système tchécoslovaque dans un temps où les citoyens de ce pays peuvent encore voyager à l'étranger. «Or eux ne voient pas ce qui se passe par exemple en France comme un programme clair. Même que ça les horrifie. Reste qu'on a tendance à concevoir alors que cet événement représente aussi ce vent de fraîcheur qui touche alors le monde et qui correspond à la montée d'une nouvelle génération.» Ce n'est qu'à la fin de l'été que ce vent de réforme sera endigué par un coup d'État commandé depuis Moscou.

«Certains voient le socialisme réformé qui se développait en Tchécoslovaquie en 1968 comme un modèle qu'ils pourraient vouloir imiter — un moyen de transcender le capitalisme consumériste sans aller jusqu'aux extrêmes violents du stalinisme», dit le professeur Krapfl. Mais tout cela se termine au contraire par un durcissement du système d'opposition entre deux blocs idéologiques.

Guerre du Vietnam

Puis, il y a la guerre du Vietnam. Les Américains s'y engouffrent. L'année 1968 en constitue un tournant, explique au *Devoir* l'historienne Phi-van Nguyen de l'Université du Manitoba.

«On souligne partout cette année le cinquantième anniversaire de l'offensive du Têt. C'est d'une énorme importance», insiste l'historienne. En 1968, un rapport du



Lors des Olympiques de Mexico, en octobre 1968, les coureurs Tommie Smith (au centre) et John Carlos (à droite) lèvent chacun un poing ganté sur le podium en geste de protestation contre le racisme aux États-Unis.

ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

« L'Amérique découvre que ses boys à la guerre [au Vietnam] ne se transforment pas en héros, mais en bourreaux »

Phi-van Nguyen, historienne, Université du Manitoba

secrétaire d'État américain montre que l'infiltration de soldats vers le sud Vietnam peut se poursuivre presque indéfiniment et que les 485 000 militaires américains sur place ne peuvent suffire à vaincre un ennemi qui ne cesse d'assurer sa présence. D'autre part, le nord Vietnam se trouve pressé de choisir entre un allié chinois ou soviétique. L'offensive du Têt tente de bouleverser le cours de la guerre en attaquant les villes du sud. «L'opération sera un échec, mais elle dévoile au monde une nouvelle perspective du conflit. Cette campagne entraîne une désillusion par rapport à la guerre aux États-Unis. Cela tient aussi au massacre de My Lai. L'Amérique découvre que ses boys à la guerre ne se transforment pas en héros, mais en bourreaux.» Et puis, «on voit, par la prise de l'ambassade américaine à Saïgon, qui dure toute une nuit, la faiblesse de qui doit en principe symboliser la toute-puissance américaine».

Prise de conscience

En somme, l'année 1968 est une année de prise de conscience sur plusieurs théâtres dont celui du Vietnam n'est pas le moindre. Mais attention, dit l'historienne Phi-van Nguyen! «Depuis l'élec-

tion de Donald Trump, on cherche par tous les moyens à comprendre d'où vient cette division intérieure de la société américaine. L'origine de ces divisions trouve ses racines dans la guerre du Vietnam, comme le montre une suite d'articles dans le *New York Times*, ou encore le récent documentaire de Ken Burns [et Lynn Novik]. [...] Mais on présente toujours cette guerre comme s'il s'agissait d'un événement de la politique extérieure américaine, comme s'il s'agissait d'une politique plutôt que d'un pays. Il faut sortir de cette vision en vase clos que l'on reporte sur tous les conflits.» Cette guerre du Vietnam, cette tragique année 1968 devraient surtout montrer que les États-Unis n'existent pas sans des relations globales avec le monde qu'on a tendance à sous-évaluer.

Si chaque année règne seule dans la longue chaîne du temps, certaines apparaissent néanmoins comme des moments charnières où l'on voit la société basculer dans une nouvelle direction. Sans doute 1968 est-elle une de ces années clés, un pivot qu'il vaut la peine de considérer pour mieux comprendre la société.

Le Devoir

Qu'est-ce qu'on mange?

AURÉLIE LANCTÔT



Ainsi, quelques bonzes épiciers ont comploté ces dernières années pour gonfler le prix du pain tranché. La première imposture ici est qu'on appelle «pain» cette pâte fade et peu nutritive vendue trop cher à des gens qui, souvent, ne peuvent se payer autre chose. On se dit d'ailleurs que, lorsque même le pain, le vrai j'entends, devient une affaire de privilégiés, il y a quelque chose de pourri au royaume.

Au cours des derniers mois, j'ai remarqué que, dans la rue Ontario Est, à Montréal, de nouveaux magasins d'alimentation sont apparus soudain sur un tronçon d'à peine cent mètres: boulangerie, charcuterie, fromagerie. On ne se plaindra pas de la diversification de l'offre alimentaire dans un quartier qui a tellement besoin d'amour. Mais la question se pose: qu'est-ce qu'on mange, dans le Centre-Sud, lorsqu'on n'ose pas fréquenter ce type de commerces fins, sachant que 73% des magasins d'alimentation du coin sont des dépanneurs?

À Montréal, on constate que l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire la difficulté, pour les citoyens, d'accéder à des aliments frais, sains et abordables à proximité de leur logis, tend à s'aggraver au fil du temps. Moisson Montréal souligne dans son Bilan-Faim 2017 que la quantité de nourriture dispensée en soutien d'urgence s'est accrue, tout comme la proportion de salariés qui ont recours au dépannage alimentaire.

Pendant ce temps, la gentrification des quartiers populaires progresse aussi. Quel est le lien, demanderez-vous? En s'installant dans les quartiers prisés, les nouveaux résidents n'attirent-ils pas des commerces qui diversifient l'offre alimentaire? Pas si simple. Si l'on ne veille pas à l'intégration consciencieuse des commerces dans le tissu communautaire, des circuits parallèles se créent. Les nouveaux résidents, plus aisés, fréquentent les établissements neufs et les citoyens moins favorisés sont relégués, par gêne ou par faute de moyens, aux commerces moins bien garnis, souvent installés de plus longue date. La mixité sociale n'est jamais une génération spontanée. Bien sûr, il ne s'agit pas de faire fétichiser la survie des «commerces défavorisés», ce qui revient à esthétiser la pauvreté culturelle et matérielle de certains quartiers. Il faut plutôt placer au cœur du développement urbain l'inclusion de ceux qui vivent en marge.



Le Centre de ressources et d'action communautaire (CRAC) de la Petite-Patrie s'engage justement dans cette voie. À la fin de janvier, on lance Le Panier engagé, une épicerie coopérative alliant dépannage alimentaire et vente au détail. Pour un coût d'adhésion de 5 \$ et trois heures de bénévolat par mois, les membres pourront y acheter des aliments frais et diversifiés à prix modique et, au besoin, compléter leurs emplettes grâce à des dons alimentaires. Mais attention: tout le monde passe à la même caisse et personne, à part le système informatique, ne sait quelle proportion d'un panier correspond à un don ou à un achat.

Ce souci de discrétion tout particulier peut sembler anodin, pourtant, ça change tout. On évoque souvent les méfaits de la gentrification, ainsi que la nécessité d'aménager des établissements financièrement accessibles à tous. Or on passe trop souvent sous silence les barrières informelles qui maintiennent les personnes plus pauvres ou isolées à l'écart. Le sentiment d'avoir sa place joue pour beaucoup dans le trikotage du tissu social. Ainsi, au Panier, tout est organisé pour que tous se sentent non seulement les bienvenus, mais aussi utiles.

«Tous nos membres auront quelque chose à apporter à l'épicerie», explique Nathalie Bouchard, la directrice générale du CRAC, qui porte le projet à bout de bras depuis des mois. Il y a une place pour tout le monde, peu importe l'âge, la classe sociale.»

Le Panier est aménagé dans une ancienne école de la rue Drolet. Lorsque j'y suis passée la semaine dernière, la vive lumière de l'avant-midi entrainait par les hautes fenêtres. Ça bourdonnait comme dans une ruche. Rires, salutations joyeuses... Le contraire de la froideur des grandes surfaces.

Pour faire exister le projet, il a fallu s'improviser épicier. Sur le tas, apprendre à gérer un approvisionnement d'aliments abordables et diversifiés, tenter de tisser des partenariats avec des fournisseurs... Nathalie Bouchard reconnaît que, pour l'instant, on peine à intéresser les fournisseurs à d'éventuels partenariats. Il faudrait sans doute, pour ce faire, que les coopératives comme Le Panier se multiplient, puis se regroupent, pour avoir un réel pouvoir de négociation.

Je me dis que, si les épiciers remplissant une mission nourricière à échelle humaine étaient plus nombreux, peut-être éviterait-on les arnaques sur le prix du pain... Et si l'on essayait de faire un peu plus communautaire, en nourrissant correctement les gens comme les liens sociaux?

ÉDITORIAL

RÉUSSITE SCOLAIRE

Prudence avec la maternelle 4 ans

Le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, a dévoilé sa politique pour la réussite éducative des enfants, de la naissance jusqu'à l'âge de huit ans. Des trous béants subsistent, bien que la nécessité d'intervenir en bas âge pour stimuler la réussite scolaire ne fasse pas l'ombre d'un doute.

Le titre *Tout pour nos enfants* de la politique du gouvernement Couillard pour la réussite des enfants jusqu'à huit ans se prête aux jeux de mots. *Tout pour notre réélection* ferait un aussi bon titre.

Depuis quelques mois, les libéraux multiplient les annonces en éducation, la nouvelle priorité sociétale, pour faire oublier les mesures de rigueur budgétaire qui ont été sévèrement critiquées dans la première partie de leur mandat. Des parents en étaient rendus à former des chaînes humaines autour des écoles publiques pour exprimer leur ras-le-bol. Une déclaration-choc de l'éphémère ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, caractérise bien cette époque marquée par l'indifférence. Invité à commenter les coupes dans les achats de livres pour les bibliothèques scolaires, M. Bolduc avait rétorqué qu'«il n'y a pas un enfant qui va mourir de ça».

Sébastien Proulx est le meilleur ministre de l'Éducation déniché par le premier ministre Philippe Couillard. Il possède ses dossiers sur le bout de ses doigts, et ses préoccupations pour une prise en charge précoce des enfants sont sincères et bien avisées. «Il faut agir tôt, le plus tôt possible», répète-t-il. En effet, c'est dans la petite enfance qu'il faut semer le germe de la réussite scolaire, elle-même un élément crucial de l'émancipation personnelle et du progrès social.

Il n'empêche que les libéraux exploitent le thème de l'éducation à des fins électoralistes, en distillant au compte-gouttes les annonces à ce sujet: stratégie d'intervention auprès des 0 à 8 ans, ajout de ressources professionnelles, investissements de 740 millions dans la rénovation des écoles, et ainsi de suite. Au-delà des annonces ponctuelles, qu'en est-il de la vision d'ensemble?

La stratégie d'intervention auprès des 0 à 8 ans nécessitera des investissements de 1,4 milliard d'ici 2022 et l'embauche de nouvelles ressources professionnelles (orthophonistes, ergothérapeutes, psychoéducateurs, etc.), ce qui est en soi une bonne nouvelle. Québec compte également poursuivre le déploiement de la maternelle 4 ans dans les milieux défavorisés, sans s'engager sur le nombre de classes (il y a 2245 enfants à temps plein et 4199 à demi-temps dans les maternelles 4 ans).

L'efficacité de la maternelle 4 ans pour améliorer la réussite scolaire des enfants est loin d'avoir été démontrée avec certitude. Une étude menée par Christa Japel, professeure à l'UQAM, pointait des lacunes dans l'environnement éducatif, le mobilier et l'aménagement des lieux qui freinent la progression des enfants. Avant de déployer le service à grande échelle, il faudra au moins faire une évaluation rigoureuse des expériences actuelles et corriger les lacunes observées.

À cet égard, la création d'un Institut national d'excellence s'avère nécessaire afin d'évaluer non seulement la maternelle 4 ans, mais tous les projets pédagogiques au Québec. La mesure du succès ne peut reposer sur le degré de satisfaction d'un ministre ou des fonctionnaires à l'Éducation. Cet institut devra cependant bénéficier d'une pleine indépendance et assurer le partage des meilleures pratiques, afin que l'école réponde aux besoins des enfants.

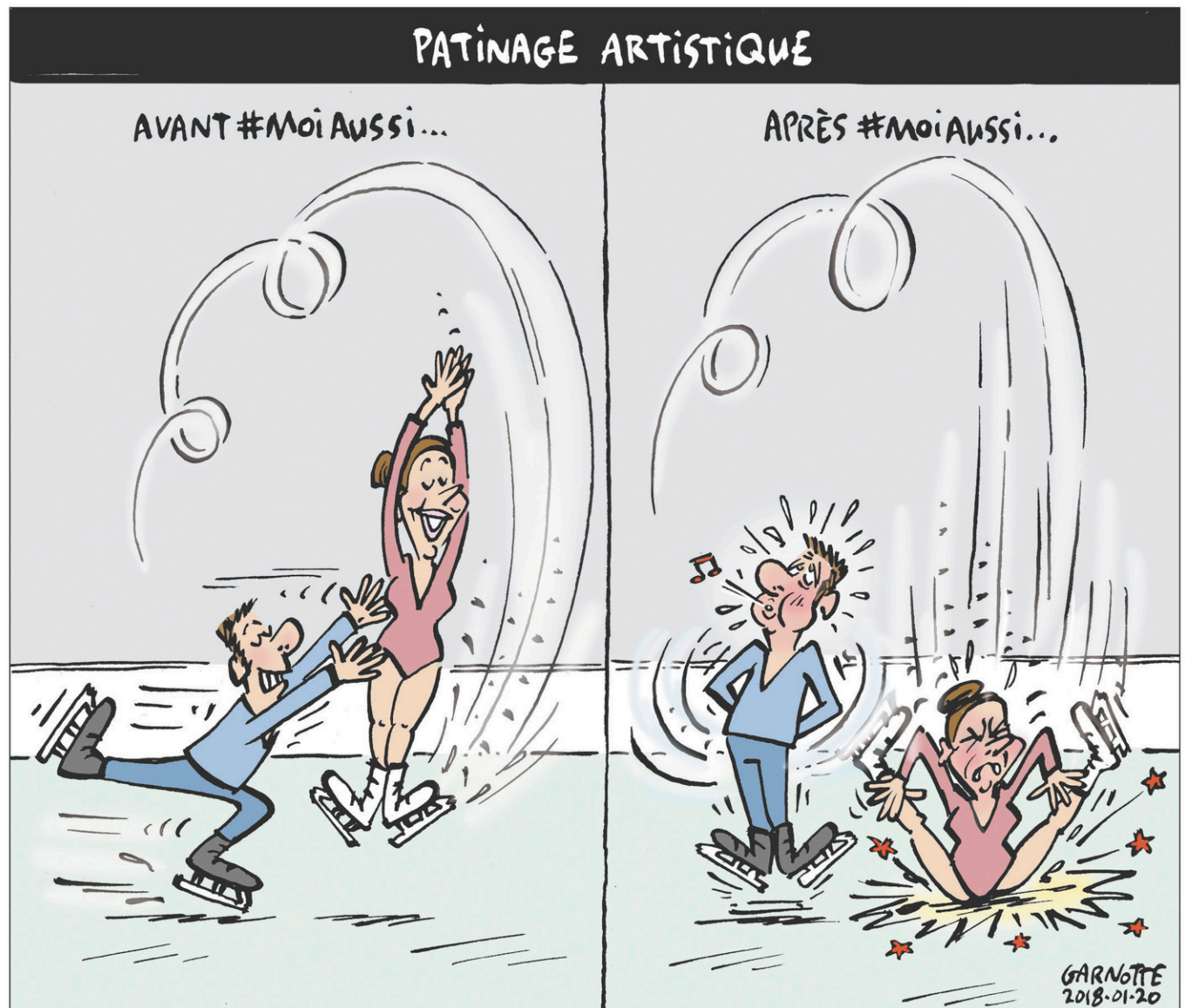
Si les petits sont si importants, pourquoi le gouvernement Couillard poursuit-il son travail de sape auprès des centres de la petite enfance (CPE) en offrant des incitatifs fiscaux aux parents qui envoient leurs enfants dans les garderies privées? Il est vrai que les parents issus des milieux défavorisés, la clientèle cible des CPE, ont boudé ce service public. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles Québec s'intéresse autant à la maternelle 4 ans, pour rehausser les chances de succès des enfants à risque. Mais il n'est guère plus avisé de les enrôler dans un nouveau réseau qui n'a pas encore fait ses preuves.

Les CPE, les garderies privées et les garderies en milieu familial forment un réseau de services «à géométrie variable», selon l'expression de la présidente de la CSQ, Louise Chabot. Les variations dans la qualité de ces services minent, elles aussi, l'égalité des chances des enfants. C'est bien là l'angle mort de la politique du ministre Proulx.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, VALÉRIE DUHAIME, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

Quitter l'exil pour les bonnes raisons

Depuis les départs péquistes et la rumeur entourant un certain Jean-Martin Aussant, les discussions s'intensifient à propos d'un retour de ce dernier au Parti québécois. Nombreux sont ceux qui, en coulisses, dans les journaux et sur les réseaux sociaux, ont recours à la prémisse suivante: une défaite, ou pire, une déconfiture du PQ, affecterait lourdement l'option indépendantiste.

Ce prisme d'analyse est symptomatique de l'impasse dans laquelle s'enfoncent le péquisme depuis des années, alors que l'intérêt du parti y est systématiquement confondu avec celui de l'option, et priorisé par rapport à ce dernier. Si on remet les choses à l'endroit et qu'on se demande ce qu'il faudrait faire pour replacer l'indépendance à l'ordre du jour, les perspectives changent, pour peu qu'on s'extirpe également du réflexe partisan. Le PQ, dans sa forme actuelle, ne sert pas l'indépendance. Il cherche plutôt sans cesse à s'en éloigner pour, croit-il, mieux aspirer au pouvoir. Paradoxalement, il obtient plutôt le résultat contraire, perdant sans cesse de sa pertinence et du terrain électoral. Chemin faisant, il discrédite également l'option.

Imaginons quand même que le PQ dans sa forme actuelle prenne le pouvoir. Cela signifierait, essentiellement, un mandat complet de gouvernance provinciale et de silence sur l'option. D'un point de vue indépendantiste, cette perspective est beaucoup

plus calamiteuse que prometteuse. Nous venons de gaspiller vingt ans et d'échapper une génération entière. Combien d'années faudra-t-il encore attendre?

Des indépendantistes ont parfaitement le droit d'investir le PQ, demain matin s'ils le veulent (Option nationale est bien allé disparaître à Québec solidaire, après tout!) Toutefois, si leur objectif prioritaire est l'indépendance du Québec, il faut souhaiter qu'ils le fassent non pas pour sauver le PQ, cette pauvre victime d'un souverainisme qui serait tombé en panne malgré lui, mais plutôt en ayant conscience que le PQ lui-même a conduit l'option dans l'impasse et avec pour but de lui redonner une orientation indépendantiste claire et assumée, quitte à — comme l'a dit si souvent Jean-Martin Aussant — risquer la défaite dans l'immédiat.

Nic Payne
 Le 18 janvier 2018

Les ego spectacles de Justin Trudeau

Le premier ministre Trudeau se traîne les pieds. Il danse un *slow* solitaire devant son miroir électronique en présence de ses groupies en délire pendant que les employés non syndiqués attendent encore que le gouvernement fédéral mette en vigueur les dispositions adoptées en juillet 2017 au sujet du harcèlement psychologique et des congédiements illégaux lors d'accidents de travail. Pourquoi? Poser la question, c'est y répondre.

Au Québec, cela fait plus de 15 ans que les salariés disposent d'un véritable recours devant un tribunal indépendant capable de rendre justice alors qu'au fédéral, la loi est édentée.

Aga Khan, Netflix, Facebook, voilà les véritables intérêts de ce gouvernement sans colonne fiscale. Les ego-spectacles du premier ministre ne sont que de la poudre aux yeux pour médias juvéniles dignes des *fakes news*. Un Eden psychédélique sans «substance».

François Leduc
 Québec, le 17 janvier 2018

Le goût du mémorable

Au lendemain de «l'hécatombe» au PQ (dixit Cogeco et consorts), on n'en avait que pour «la fille de Félix Leclerc» hier dans la plupart des médias. Même Anne-Marie Dussault, à l'émission 24/60 de Radio-Canada, mettait l'accent sur «la fille de Félix» et la principale intéressée elle-même (qui se prénomme Nathalie, incidemment) n'en finissait plus de citer son célèbre père. Comme disait Gaston Miron (je me permets de faire une citation moi aussi, je ne suis candidat de rien, après tout) «un jour, il y aura quelqu'un en toi [...] un homme aimé pour lui, une femme sans image / leur vie aura le goût concret du mémorable».

En attendant (puisqu'à chaque jour suffit désormais son image), regardons la fumée éclipser l'hécatombe...

Robert Campeau
 Le 18 janvier 2018

LIBRE OPINION

Aliments biologiques: la protection du consommateur menacée

MARCEL GROLEAU

Président général de l'Union des producteurs agricoles

DANIEL DUBUC

Président de la Filière biologique du Québec

CAROLINE POIRIER

Présidente de la Coopération pour l'agriculture de proximité écologique (CAPE)

SIDNEY RIBAU

Directeur général d'Équiterre

L'espace de plus en plus important consacré aux produits biologiques dans nos supermarchés signale une tendance de fond. Selon l'Association pour le commerce des produits biologiques du Canada, quelque 66% des consommateurs canadiens achètent des aliments «bios» sur une base hebdomadaire. L'évolution positive du réseau des fermiers de famille d'Équiterre, qui facilite la vente directe de légumes et autres produits biologiques (papiers bios), est un autre exemple qui témoigne de la croissance du secteur. Il y a lieu de s'en réjouir, d'autant plus que la valeur ajoutée de la

production biologique engendre des retombées positives pour nos milieux ruraux, contribuant ainsi au développement durable de l'économie.

La norme biologique canadienne (NBC), mise en place par le gouvernement fédéral en 2006, contribue grandement à ce succès. Elle en est même la pierre angulaire, car elle est à la base de l'ensemble du système de réglementation entourant les produits biologiques au pays, tant pour les produits vendus hors de leur province d'origine que pour les produits importés.

Plus précisément, le Régime Bio-Canada balaie les exigences que doivent respecter les producteurs agricoles et les transformateurs alimentaires canadiens, assure la certification des produits, garantit aux consommateurs d'ici et d'ailleurs que les allégations sont véridiques et permet à nos entreprises d'accéder aux marchés internationaux. Pensons notamment aux filières canadiennes des canneberges, des bleuets et de l'érable, dont les produits biologiques s'illustrent à l'étranger.

Financement de la norme

Malheureusement, la NBC est en péril. Comme toutes choses relevant du vivant, les

systèmes alimentaires entourant les produits biologiques évoluent dans le temps. C'est pourquoi les exigences gouvernementales prévoient une révision obligatoire de la NBC d'ici 2020, faute de quoi elle devra être archivée et deviendra caduque.

Pour assurer le respect du processus, les producteurs et les consommateurs doivent être consultés, des comités mis en place, des validations agronomiques effectuées et des consensus au sein de l'ensemble de la chaîne de valeur atteints. Or, le gouvernement fédéral n'a prévu aucun budget pour assurer cette révision, même s'il en est responsable. La facture serait alors refilée directement aux entreprises, même si celles-ci paient déjà la certification.

Cette charge financière additionnelle, au moment où le secteur biologique prend son envol au pays, est fortement dénoncée par les producteurs agricoles et les transformateurs alimentaires. D'autant plus que d'autres juridictions, comme les États-Unis et l'Union européenne, financent entièrement le maintien de leurs normes biologiques respectives. Il appartient en effet à l'État d'assurer l'intégrité des normes et de protéger les consommateurs contre la fraude alimentaire.

Le gouvernement fédéral a donc une décision importante à prendre: continuer de protéger l'intégrité, la légitimité et la crédibilité des produits biologiques au Canada en assumant pleinement ses responsabilités financières ou transférer aux entreprises du secteur les frais liés à la révision de la NBC, mettant de facto en danger la viabilité du secteur biologique canadien, constitué en grande partie de très jeunes entreprises.

Étant donné l'ampleur de l'enjeu, les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les détaillants et les consommateurs canadiens sont en droit de demander au gouvernement du Canada d'assurer entièrement le financement des travaux de révision de la NBC. Il appartient aussi au gouvernement du Québec d'exercer le leadership approprié pour que ce financement soit assuré. Grâce à notre système réglementaire rigoureux, l'appellation biologique canadienne est fiable et reconnue partout dans le monde. Le gouvernement canadien doit ainsi décider dès maintenant s'il souhaite en assurer la pérennité ou s'il préfère être complice d'une plus grande confusion chez les consommateurs et freiner le développement du secteur.

IDÉES

Penser la gauche autrement

Manifeste pour créer un mouvement progressiste qui n'est pas celui de la « gauche multiculturelle »

ROMÉO BOUCHARD

*Cofondateur de l'Union paysanne
et de la Coalition pour la Constituante*

LOUIS FAVREAU

*Sociologue et directeur de la Chaire de recherche
en développement des collectivités (CRDC-UQO)**Extraits d'un manifeste
publié ce week-end*

Etre un citoyen progressiste, c'est vouloir changer la société dans laquelle nous vivons : une société organisée et contrôlée par les riches et pour l'enrichissement des riches, où la démocratie n'est plus qu'un mot, où la richesse est mal partagée, où notre environnement est compromis, où le peuple québécois est méconnu, où tout ce qu'on nous propose, c'est de consommer et de nous amuser à crédit ; c'est travailler à l'avènement d'un Québec démocratique, égalitaire, solidaire, écologique, souverain, libre et heureux.

Cependant, deux visions du changement politique se côtoient et s'affrontent présentement au Québec.

Qui sont ces citoyens démocrates et progressistes ?

C'est d'abord et avant tout le mouvement de fond de ces citoyens engagés dans le changement social qu'on retrouve partout au Québec, dans les syndicats, les groupes communautaires et coopératifs, les entreprises d'économie sociale, les comités de citoyens et de développement, les groupes écologiques engagés dans de multiples combats, les groupes qui travaillent pour l'égalité des femmes et la reconnaissance des peuples autochtones, ceux qui accueillent les réfugiés, qui développent des solidarités avec des mouvements communautaires dans les pays du Sud, qui parlent au sans-abri, qui s'occupent des enfants handicapés et des personnes âgées, qui hébergent les femmes victimes de violence, et tous ces Québécois dé-

cus de la politique qui se sentent impuissants devant le triomphe d'une minorité de riches.

Ce grand réseau citoyen et démocratique, enraciné dans l'action collective et proche du peuple, on l'entend peu, il a peu de moyens, les médias en parlent peu, il se mêle peu de politique partisane, il est sous-estimé et même orphelin politiquement, il n'a pas de voix politique.

Pourtant, il s'inscrit naturellement dans le projet collectif du Québec. Il tient à la solidarité sociale et il dénonce la déconstruction de l'État social et des régions par les politiques d'austérité et de centralisation néolibérales. Il tient à l'émancipation du Québec, à son identité et à son avenir comme peuple, à son territoire, à la langue et à la culture françaises qui nous caractérisent, à la laïcité, à l'émancipation des femmes et à l'intégration des immigrants. Il conçoit le Québec comme une nation, une société de citoyens égaux et non comme une société d'identités particulières à la façon du Canada des Trudeaus. Il est solidaire des autres peuples du monde qui luttent contre leur oppression.

Une certaine gauche multiculturelle

Entre-temps, une certaine vision de gauche a pris beaucoup de place ces dernières années dans le débat public. On l'entend un peu partout, à Montréal surtout, chez les jeunes intellectuels, dans les médias, dans les manifestations, à Québec solidaire, dans les organismes de défense des droits de la personne, chez certains groupes d'étudiants universitaires, à la Fédération des femmes du Québec...

Elle est multiculturelle et préoccupée par les minorités ethniques, culturelles, linguistiques, religieuses et sexuelles, au mépris parfois des majorités ; elle ne jure que par la Charte canadienne des droits de la personne, au point parfois d'ignorer les droits collectifs, et même de juger discriminatoires des dispositions de la loi 101 ou d'éventuelles lois sur la laïcité qui limiteraient le port des signes religieux et du voile islamique, ou même la liberté d'expression lorsqu'elle est jugée offensante pour les minori-

tés culturelles ou religieuses ; elle défend même le voile intégral et, du même coup, l'intégrisme islamique.

Se voulant inclusive, elle pourchasse le racisme systémique, l'islamophobie, la xénophobie, le suprémacisme mâle blanc, la catho-laïcité qu'elle voit partout et qu'elle associe trop facilement et de manière démagogique à toute conviction nationaliste ou identitaire.

On peut dire aussi qu'elle est post-nationale, car elle est contre le nationalisme, facilement qualifié d'ethnique, d'identitaire, de revanchard, de passiste, de régressif [...]. Surtout, elle n'arrive pas à inclure son projet politique dans le projet collectif et l'identité historique des Québécois : pour elle, le PQ nous a tout simplement trahis, nous maintient dans un nationalisme ethnique et néolibéral de survie et doit être éliminé de la scène politique.

Le discours de cette gauche multiculturelle tente d'imposer une nouvelle rectitude politique et crée un immense malaise parmi les forces progressistes. L'intransigeance et le dogmatisme moral de plusieurs inclusifs blessent beaucoup de Québécois et de Québécoises attachés à leur peuple, en plus de détourner l'attention de problèmes importants pour l'ensemble de la population. En réalité, cette gauche divise et exclut plus qu'elle ne rassemble et inclut.

Il existe une autre gauche, une gauche sociale, citoyenne et démocratique, composée de milliers de citoyens progressistes, allumés, engagés dans leur milieu partout au Québec. Il est temps que cette « gauche citoyenne et démocratique populaire » sorte de l'ombre, qu'elle prenne la parole et trouve sa place sur la scène politique. [...]

Une plateforme politique commune

La plateforme politique que nous proposons au mouvement citoyen et démocratique s'articule autour de quatre axes de changement inséparables l'un de l'autre : la réforme démocratique, le partage de la richesse, la transition écologique, la souveraineté politique

Premièrement, une réforme démocratique en profondeur, qui restaure la souveraineté du peuple et l'autonomie des communautés locales et régionales, de façon à permettre à tous sans distinction de participer et de décider en permanence à tous les niveaux de la vie collective.

La citoyenneté québécoise doit être le lien commun qui nous définit et nous unit, anciens comme nouveaux venus, et les principes de la laïcité, du caractère français et de l'égalité hommes-femmes doivent pouvoir nous protéger des particularismes religieux et culturels et assurer une intégration de tous. L'objectif doit être une société de citoyens québécois solidaires et non une société d'identités particulières.

[...]

Deuxièmement, une meilleure répartition de la richesse, grâce à une démocratisation de l'économie et à un filet social élargi, afin de tenir compte des réalités nouvelles du monde du travail et des inégalités révoltantes engendrées par l'économie mondiale actuelle. [...]

Troisièmement, la transition écologique de notre économie pour préserver la qualité et la pérennité de notre milieu de vie. Des mesures concrètes doivent être prises pour assurer une transition accélérée dans notre consommation d'énergie (particulièrement le pétrole), la rationalisation des transports, la gestion de nos ressources naturelles et de nos écosystèmes, la production agricole. Il faut viser une relocalisation de notre économie, une économie circulaire, une économie de proximité et de partage, en un mot, une croissance ajustée à nos besoins réels et aux capacités de notre planète.

Quatrièmement, la souveraineté politique pour permettre au peuple québécois d'exprimer son identité propre, de redéfinir ses institutions démocratiques, sociales, culturelles et économiques dans une constitution bien à lui, d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, de son fleuve, de ses ressources, de son immigration et de ses politiques, de conclure avec les Premières Nations présentes sur le territoire la négociation d'un statut de nations autonomes et des ententes de cohabitation et de partage des usages du territoire sur le modèle de la Paix des Braves, enfin, d'exprimer nos choix de solidarité avec d'autres peuples du monde d'une manière pleine et entière.

ÉDUCATION SUPÉRIEURE

Le salaire des recteurs et le sous-financement du réseau de l'UQ

L'Université du Québec, mal aimée, souffre d'un « mépris général » de la part de la presque totalité de l'Assemblée nationale

TEXTE COLLECTIF*

Dans des déclarations rapportées par *Le Devoir* le 10 janvier dernier, Lise Bissonnette, présidente du conseil d'administration de l'UQAM, s'élevait contre « l'iniquité absolument flagrante » dans la rémunération des recteurs d'universités québécoises. Comme le soulignait cet article, « les 10 recteurs les moins payés au Québec sont ceux du réseau de l'Université du Québec ». Nous partageons volontiers son indignation, de même que son jugement quant au fait que ce désolant écart n'est que « le symptôme d'un mal beaucoup plus profond », aux conséquences plus vastes et plus graves encore, touchant le sort réservé par le gouver-

C'est précisément parce que le savoir est un bien commun, devant être accessible, [...] que le réseau de l'Université du Québec fut créé

nement et nombre d'acteurs politiques au réseau de l'Université du Québec.

Nous estimons cependant nécessaire de réagir, afin de soulager une inquiétude quant aux solutions susceptibles d'être apportées au sujet de l'inégal traitement des recteurs. Il importe aussi de souligner plus fortement les problèmes structurels avec lesquels sont aux prises toutes les constituantes du réseau de l'Université du Québec (UQAM, UQAT, UQO, UQTR, INRS, ETS, etc.)

Ces dernières sont directement soumises aux décrets gouvernementaux pour ce qui est de la rémunération des recteurs, alors que les univer-

sités « à charte » peuvent agir comme bon leur semble, fût-ce pour verser un million de dollars en indemnité de départ, comme l'Université Concordia l'a fait il y a quelques années. Que le gouvernement interviennent pour imposer « une certaine sobriété », selon les mots de la ministre Hélène David (*Le Devoir*, 24 août 2017), nous ne pourrions qu'applaudir. Si, inversement, on devait chercher à résorber l'écart en haussant démesurément les salaires des recteurs de l'Université du Québec, cela risquerait d'entraîner une envolée générale de la rémunération des dirigeants d'université, cadres supérieurs compris.

Cette spirale inflationniste est déjà bien amorcée dans les universités britanniques et américaines. Les salaires de près de 800 000 \$ des dirigeants des universités de Bath et de Birmingham ont suscité une vive polémique, l'automne dernier, mais ils n'étaient guère qu'à la limite supérieure des rémunérations ; pour les 24 universités membres

du Russell Group, la moyenne est de 600 000 \$. Sans surprise, la situation est pire encore aux États-Unis, où pas moins de 58 présidents d'université ont obtenu plus d'un million en salaires, primes et autres compensations différées, en 2015. Cette course vers les plus hautes rémunérations (mais seulement pour les dirigeants, pas pour les professeurs, chargés de cours et employés de soutien) est une menace qui doit à tout prix être évitée, non seulement parce qu'elle cause des dépenses majeures sans retombées positives équivalentes pour les universités en question, mais aussi et surtout parce qu'il s'agit d'une autre consé-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'UQ doit composer avec un sous-financement structurel qui l'accompagne depuis sa fondation.

quence des forces qui cherchent à transformer les universités en entreprises. Le savoir n'est pas une marchandise, mais un bien commun, doit-on le rappeler une fois de plus ?

Objectifs atteints

C'est précisément parce que le savoir est un bien commun, devant être accessible, aisément et également, à l'ensemble de la population québécoise, quel que soit le lieu de résidence, le niveau de richesse économique ou culturelle de la famille, que le ré-

seau de l'Université du Québec fut créé.

Depuis, ce réseau a largement atteint les objectifs qu'on lui fixait : les UQ ont formé des centaines de milliers d'étudiants, ont développé des programmes de formation originaux et respectés aux trois cycles universitaires, ont structuré des recherches de pointe dans de nombreux domaines, en plus de nouer des liens forts avec leurs milieux respectifs.

Et pourtant, l'UQ est mal aimée, souffre d'un « mépris général » de la part de la presque

totalité de l'Assemblée nationale, selon les termes mêmes de Mme Bissonnette. Si ce préjugé, tout désolant qu'il soit de la part de politiciens envers une des grandes institutions nationales, n'avait pas d'autres conséquences, les professeurs des constituantes de l'UQ pourraient hauser les épaules et se fier au jugement des étudiants et de leurs pairs, au Québec et à l'étranger. Un jour, peut-être, découvrira-t-on dans les ministères et offices parlementaires que c'est entre autres grâce à l'apport de l'UQ que le système

universitaire québécois a pu se développer, au point de se comparer sans rougir à celui de n'importe quel autre pays.

Cependant, d'ici là, le réseau de l'UQ doit composer avec un sous-financement structurel qui l'accompagne depuis sa fondation, sous-financement aggravé par celui qui affecte l'ensemble des universités québécoises à la suite des coupures des récentes années d'austérité budgétaire, tant dans le financement de base que dans le financement de la recherche fondamentale et de la création. Le financement de la recherche est aussi anémique en provenance du gouvernement fédéral. Ce sous-financement du réseau de l'UQ, comparé aux universités à charte, fait la démonstration de la mésestime de notre gouvernement envers son réseau public, bien davantage selon nous que le déséquilibre entre les salaires des recteurs. En cette année soulignant le 50^e anniversaire de la création de l'UQ, il serait grand temps de corriger ce déséquilibre structurel.

*Comité exécutif du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec (SPUQ) ; Comité exécutif du Syndicat des professeurs (e)s de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (SPUQAT) ; Comité exécutif du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec en Outaouais (SPUQO) ; Comité exécutif du Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Trois-Rivières (SPPUQTR) ; Comité exécutif du Syndicat des professeurs de l'Institut national de la recherche scientifique (SPINRS) ; Équipe exécutive de l'Association des professeurs et professeures de l'École de technologie supérieure (APETS).

LE DEVOIR DE PHILO

Quand les mots font des choses

Le philosophe John L. Austin a circonscrit le phénomène des mots performatifs, qui sont des actes et qui imposent leur réalité

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

YVES GINGRAS

Professeur au Département d'histoire de l'UQAM

Il est courant de voir des gens tenter de mettre fin à un débat qu'ils préféreraient éviter en déclarant qu'il ne s'agit en fait que d'une « querelle de mots » ou d'un « débat sémantique », suggérant par là que cela n'a donc pas vraiment d'importance. Chaque fois que j'entends de telles affirmations péremptoires, je pense au livre du philosophe britannique John L. Austin (1911-1960), *How to Do Things with Words*.

Ce philosophe anglais a transformé notre compréhension du rôle du langage en montrant que les mots ne font pas que *décrire* le monde, mais sont aussi des *actes* qui contribuent à le transformer.

Fruit d'une série de conférences prononcées à l'Université Harvard en 1955, cet ouvrage d'Austin n'est finalement paru qu'en 1962, soit deux ans après le décès de son auteur. Traduit en français en 1970 par le philosophe et jésuite franco-manitobain (qui a fait carrière dans les universités québécoises) Gilles Lane sous l'excellent titre *Quand dire, c'est faire*, il est devenu un classique en raison de sa contribution fondamentale à la philosophie du langage ordinaire. Austin attire en effet l'attention sur un certain type d'énoncés jusque-là négligés et qu'il nomme « performatifs », car ils visent davantage à *faire* des choses qu'à simplement *décrire* le monde. Ils ne sont donc ni vrais, ni faux, ni sans signification, comme le supposaient les analyses logiques du langage. Alors que certains énoncés ne sont que « constatifs » (« le Soleil brille ») et décrivent les événements sans les modifier, il note que d'autres types d'énoncés font des choses par le fait même d'être dits par certaines personnes et dans certains contextes. L'exemple classique est le prêtre qui dit : « Je vous déclare mariés. » Les personnes le deviennent par le fait même de l'énoncé, qui est ainsi un *acte*, d'où l'expression « acte de langage ». Si un clown à la télé américaine dit : « Je déclare la guerre », il ne se passe rien à part peut-être susciter des rires, car ce locuteur n'a pas la légitimité qui donne à son énoncé sa force performative. Par contre, si le président des États-Unis dit : « Je déclare la guerre à la Corée du Nord », alors *ipso facto* la guerre devient réalité !

L'expression « peser ses mots » montre bien que le sens commun saisit au moins confusément ce fait que les mots sont importants. Austin affirme d'ailleurs dès le début de sa première conférence que ce qu'il aura à dire « n'est ni difficile à comprendre ni sujet à controverses », et que le phénomène des énoncés performatifs « est en effet très répandu, évident, et l'on ne peut manquer de l'avoir observé, à tout le moins ici et là ». Il déplore seulement que les philosophes ne se soient pas suffisamment penchés sur ces actes de langage et qu'ils aient trop tenu pour acquis que le langage ne fait que *décrire* le monde.

Nommer, c'est faire exister

Choisir un mot ou une expression n'a donc rien de banal, car le plus souvent, cela vise à agir sur le comportement des personnes. Étant donné l'im-



ILLUSTRATION TIFFET

L'intérêt porté par John L. Austin aux propriétés du langage ordinaire peut paraître oiseux aux esprits convaincus que les mots ne sont que des mots, mais l'observation attentive des débats publics montre au contraire amplement qu'on aurait tort d'oublier qu'ils sont aussi des actes et qu'ils ont donc des effets pas toujours visibles, surtout quand ils visent à manipuler les gens.

portance du caractère performatif de certains mots, expressions et énoncés, ceux qui écrivent au quotidien, comme les journalistes et autres « faiseurs d'opinions » dans les divers médias, devraient porter une attention toute spéciale aux mots qu'on veut leur faire répéter (et donc diffuser) au lieu, comme on l'observe trop souvent, de les reprendre spontanément à leur compte. Pensons à l'irruption de l'expression « culture du viol », ou du terme « survivante » pour remplacer « victime », dont il est difficile de ne pas percevoir le caractère performatif. D'autres expressions semblent plus innocentes, comme parler des îles « Falkland » au lieu des « Malouines » ou de « la Judée-Samarie » au lieu de la « Cisjordanie ». Pourtant, il est clair que, dans ces deux cas, choisir l'une ou l'autre dénomination revient à prendre parti dans un conflit territorial en contribuant à asseoir la légitimité d'un groupe au détriment d'un autre. Parce que nommer, c'est aussi faire exister, il vaut mieux ne jamais utiliser le langage de l'ennemi ou du concurrent.

Étant donné l'importance du caractère performatif de certains mots, expressions et énoncés, ceux qui écrivent au quotidien devraient porter une attention toute spéciale aux mots qu'on veut leur faire répéter au lieu de les reprendre spontanément à leur compte

Il est aussi fréquent de lire des études qui prétendent *décrire* la réalité alors qu'elles visent à la faire advenir et sont donc, en fait, performatives.

Une bonne partie des discours économiques est de cette nature. Ainsi, on entend souvent dire par des « experts » qu'à l'avenir, les gens « occuperont de plus en plus d'emplois diffé-

rents au cours de leur carrière », ce qui signifie : « Il faut que les gens acceptent que l'économie réclame plus de flexibilité et de postes précaires et vous devez donc vous y résigner et vous y préparer. » Une autre expression performative courante est « de plus en plus... ». On ne donne pas de chiffres précis et si quelqu'un ose suggérer que le phénomène est en fait marginal, la personne visée pourra toujours rétorquer : « Oui, mais ce doit être vrai et le feront... » D'autres concluront alors que ce doit être vrai et qu'il faut donc le faire, rendant ainsi vrai ce qui ne l'était pas encore, et aurait pu ne pas le devenir si personne n'avait porté attention à ce discours idéologique caché dans un langage apparemment descriptif. Les « prophéties autoréalisatrices » sont ainsi la conséquence sociologique des énoncés performatifs.

Les débats actuels pour imposer dans le discours public le terme « islamophobie » ne sont que l'exemple le plus récent des tentatives récurrentes de la part de



GILLES DELISLE

Yves Gingras est professeur au Département d'histoire de l'UQAM.

divers groupes d'intérêts d'imposer une façon de voir le monde en imposant les mots pour le nommer. Cela est d'autant plus vrai lorsque les mots choisis ne sont jamais bien définis. Ils deviennent alors des valises utiles que chacun peut remplir selon ses besoins, ou pour plaire, sans s'apercevoir que d'autres utilisent la même expression dans un sens différent et à d'autres fins.

Le langage ordinaire comporte ainsi de nombreux pièges qu'il faut apprendre à éviter, car les mots les plus

performatifs ont une force intrinsèque indépendamment du bon vouloir des jocalistes qui les utilisent et croient naïvement pouvoir contrôler leur sens polysémique. Il en va ainsi de l'expression « communauté ». L'utiliser, c'est en fait assigner des personnes à une identité, à une « communauté » à laquelle elles n'ont la plupart du temps jamais demandé à être associées et identifiées. Il est, par exemple, assez évident que lire dans un journal que la « communauté catholique » pense ceci ou cela pour

la simple raison qu'un évêque aurait fait une intervention publique paraîtrait incongru à l'écrasante majorité des lecteurs. On ne trouve d'ailleurs à peu près jamais cette expression sous la plume des journalistes, tandis que l'expression « communauté musulmane » pullule. En effet, il suffit qu'un imam ou un autre porte-parole autoproclamé de « l'islam » dise un mot sur un sujet donné pour que de nombreux commentateurs se mettent à parler de la « communauté musulmane », alors que le simple bon sens devrait leur rappeler qu'elle n'existe pas plus que les communautés « catholique » et « chrétienne », dont la majorité censée y appartenir ne va d'ailleurs pas à la messe et utilise des contraceptifs interdits par le pape...

Même les sciences les plus rigoureuses peuvent être le jouet des mots. Ainsi, la physique contemporaine est aux prises avec « le problème de la masse manquante », qui est le plus souvent présenté comme ayant comme solution une « matière noire » qui composerait 25 % de l'univers. Comme elle n'a jusqu'à maintenant jamais été observée, utiliser cette expression au lieu de « problème de la masse manquante » revient à appuyer un groupe de savants au détriment d'un autre, sans que cela soit justifié par les données scientifiques. Une situation similaire a existé au XIX^e siècle quand les physiciens parlaient des propriétés de l'éther jusqu'à ce qu'Einstein vienne montrer qu'il n'existe pas et qu'il faille plutôt modifier la théorie de Newton...

Résister aux mots

Comme le note Austin, les énoncés performatifs sont parfois « malheureux », c'est-à-dire qu'ils échouent dans leur visée à faire agir. Un exemple comique de performativité avortée est celui de Raël, qui avait demandé, lors de son passage l'émission *Tout le monde en parle* en septembre 2014, que l'animateur s'adresse à lui en utilisant le terme « Sa Sainteté Raël », ce qui aurait été reconnu devant les téléspectateurs qu'il n'était pas à la tête d'une secte mais bien d'une religion reconnue. Cela lui fut (heureusement) refusé, mais il n'est pas certain que tous aient compris l'enjeu de cette « querelle de mots ». Ce n'est pas pour rien que les idéologues tiennent à leurs mots et tentent de les imposer et de faire oublier leur origine pour que leur force performative devienne invisible et fasse ainsi d'autant mieux son travail.

L'intérêt porté par Austin aux propriétés du langage ordinaire peut paraître oiseux aux esprits convaincus que les mots ne sont que des mots, mais l'observation attentive des débats publics montre au contraire amplement qu'on aurait tort d'oublier qu'ils sont aussi des actes et qu'ils ont donc des effets pas toujours visibles, surtout quand ils visent à manipuler les gens. Il faut donc rester vigilant pour s'assurer que « les conditions de félicité », ainsi que les nomme Austin, qui donnent toute leur force aux énoncés performatifs ne sont pas réunies quand on s'oppose aux effets visés. Cela n'est pas facile dans notre monde orwellien, où la « communication » instantanée tend à rendre la pensée, qui exige du temps, impossible, pour ne pas dire impensable.

◆ ◆ ◆
Des commentaires ? Écrivez à Robert Dutrisac : rdutrisac@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* : www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philos

LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

CHARME &
PRESTIGEREALTA®
agence immobilièreFRANÇOIS
BISSONNETTE
courtier immobilier agréé

T 514 789 2889 | realta.ca

EXPÉRIENCE + ENGAGEMENT + ÉQUIPE
LA STRATÉGIE FRANÇOIS BISSONNETTE

fB



VISITES LIBRES dimanche de 14h à 16h



550 000 \$ | 2 850 \$ / MOIS

Outremont | 1001 Mont-Royal, app. 405



535 000 \$

CDN | 3124 Fendall



569 000 \$

CDN | 5633 Plantagenet



NOUVEAUTÉ | 449 000 \$

Lachenaie | 887 Rue de la Portneuf

SUR RENDEZ-VOUS



825 000 \$

Outremont | 90 Willowdale, app. 303



529 000 \$

Outremont | 115 Côte-Ste-Catherine, app. 903



379 000 \$

Outremont | 1085 Pratt, app. 208



499 000 \$

Outremont adj. | 6301 Northcrest, app. 14N



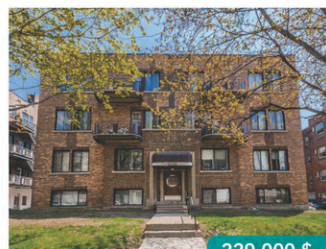
NOUVEAUTÉ | 2 300 \$ / MOIS

Plateau | 5713 Waverly



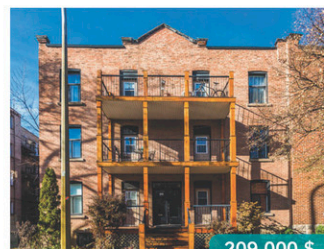
495 000 \$

Plateau | 285 Laurier E., app. 409



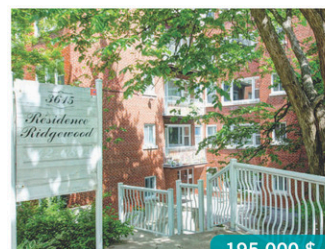
229 000 \$

CDN | 3790 Côte-Ste-Catherine, app. 6



209 000 \$

CDN | 3157 Édouard-Montpetit, app. 3



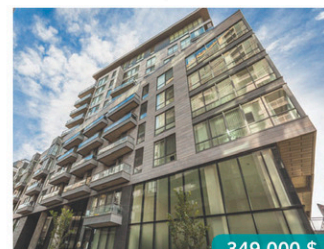
195 000 \$

CDN | 3615 Ridgewood, app. 401



499 000 \$

La Petite Patrie | 5661 De Chateaubriand, app. 601



349 000 \$

Vieux-Montréal | 370 St-André, app. 603



579 000 \$

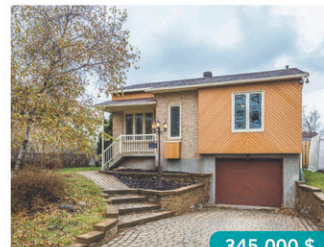
Westmount | 295 Victoria, app. 101

AUTRES SECTEURS sur rendez-vous

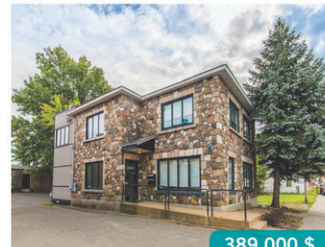


545 000 \$

St-Sulpice | 731-731A Bord-de-l'Eau



345 000 \$

Pointe-aux-Trembles | 1338 28^e avenue

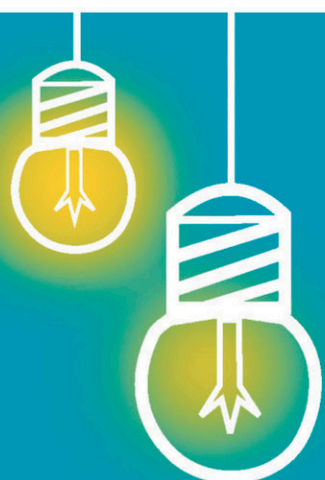
389 000 \$

Chomedey | 3940 St-Martin O.



399 000 \$

Chomedey | 3846-3848 Souvenir

Pour plus de propriétés,
des visites virtuelles 3D
et du contenu exclusif,
rendez-vous sur **realta.ca**

Mobile | Tablette | Ordinateur

Le Devoir numérique
en classeProfes du Québec, abonnez **gratuitement** vos étudiants
de 4^e et 5^e secondaire et de niveau collégial au *Devoir*
numérique pour une durée de 15 semaines*.

- Accès illimité à l'application *Le Devoir Mobile*
- Accès à 100 % du contenu du site Web
- Formule virtuelle et version PDF
- Édition tablette chaque jour
- 25 articles gratuits par mois dans les archives

* Les inscriptions
se terminent le
15 février 2018.Inscrivez-vous
dès maintenant au
ledevoir.com/classeQuébec promet de protéger
toute l'île d'Anticosti d'ici

LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

CHARME & PRESTIGE



1 989 000 \$

OUTREMONT LA RARETÉ MÊME!

Très grand duplex détaché de 52' en largeur, en pierre tout le tour avec **2 garages** côte à côte, **4 stationnements extérieurs** tout en façade, grande terrasse et 4 balcons. Au **rez-de-chaussée** et à l'**étage** : deux très grands 6 1/2 dont 3 chambres, 2 salles de bains chacun. À l'**entre-sol** : un 4 1/2 avec entrée privée.

À quelques pas du parc F.-X. Garneau et des tennis, près de Laurier, Bernard et transport en commun. À proximité des écoles, collèges, université, hôpitaux, métro, Cepsium, piscine, patinoire intérieure, magasins d'alimentation et restaurants.

Luminosité abondante partout, planchers en chêne avec incrustations de noyer, plafonds 8'10". Toutes les pièces sont de très bonnes dimensions. Réservoir d'huile enlevé, sol décontaminé, dalle de béton neuve à un des garages. Chauffage au gaz pour la bâtisse.

Valeur locative :

- Rez-de-chaussée incluant logement du sous-sol (inter-générationnel) 4 700 \$ chauffé, eau chaude, garage inclus
- 2^e étage 3 200 \$ chauffé, eau chaude, garage inclus.

Centris 146 840 19

335-337 CH. CÔTE-STE-CATHERINE



CHARLOTTE MICHAUD
cmichaud@sutton.com

514.894.0866
10h à 22h

groupe sutton-immobilia inc.
agence immobilière 514.272.1010

VUE PARC ST-VIAEUR ET MONT-ROYAL

VISITES LIBRE
Dimanche 21 jan. 14h à 16h

1064 Bernard #43
GARDEN COURT, édifice de prestige. LUMINOSITÉ exceptionnelle, coin s-o. VUE imprenable. Dernier étage. 2 c.à.c., 1047 pc. Cuisine rénovée. Cachet, planchers cèdre, fenêtres Marvin. Près services, écoles, MÉTRO. 479 000 \$ - CENTRIS # 27598983

EMILE LABELLE 514-246-4352
Courtier immobilier, Groupe sutton - immobilia inc.

HÉRITAGE DE L'ILE PATON - BORD DE L'EAU

VISITE LIBRE
Dimanche le 21 janvier 14h à 16h

4450 Pr. Paton, condo 303, Laval
La vraie vie d'hôtel! Unité de 1260 p.c, 2 c.à.c., 2 sdb, balcon, garage. Gardien de sécurité, suites pour invités, piscines, gym, pratique de golf intérieur, marina, courts de tennis. Près de tous les services, clubs de golf, aéroport. 439 000 \$ - MLS # 9257411

CAROLE LEMIEUX 514.992.2249
Courtier immobilier, Sotheby's International Realty Québec
Carolelemieux.com

PLATEAU

VISITE LIBRE
DIMANCHE 21 JAN. 13H A 16H

267 RACHEL EST, APP. 605
Le Rachel-Julien. Rénové, 2 chambres, 6^{ème} étage, orientation sud-ouest, vue. Code pour entrer dans l'édifice : 61. 579 000 \$ - DuProprio # 775585

514.945.6784

ROSEMONT

Duplex transformé en cottage. 16^e avenue, 3 chambres. 2 salles de bains. 2 000 p.c. + sous-sol. Grands rangements. Devant école primaire. Cour clôturée et aménagée. Près de Masson et de tous les services. 699 000 \$ - Pas d'agent

514.605.1042

LE PLUS BEL EMPLACEMENT DE MONTRÉAL OFFRANT UN BEAU CHOIX DE CONDOS !!!

FACE AU PARC LAFONTAINE, PRÈS MÉTROS ET SERVICES **CONDO VELETTE - 212 000 \$**

Les Dauphins sur-le-Parc figurent parmi le **ne plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau**, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas...
Choix de condos 3 1/2 au 9 1/2, Penthouse.

Ce condo joliment rénové, balcon, grande chambre, plancher de bois, situé au 15^e étage avec vue exceptionnelle sur le fleuve et le stade Olympique. Dans immeuble prestigieux et sécuritaire.

CENTRIS # 10487960

LUCIE RICARD COURTIER AGRÉÉ RE/MAX ALLIANCE, AGENCE IMMOBILIÈRE 514 386-9804 VOIR MES PROPRIÉTÉS LUCIE RICARD RE/MAX QUÉBEC

LAC BROME

AU CŒUR D'UN MAGNIFIQUE PAYSAGE, non loin de Sutton et Bromont. Le charme incomparable des maisons d'autrefois, 5 CAC. Étang, boisé mature, 44 acres. Construction de deux autres maisons possible. 590 000 \$

CHERTSEY - LANAUDIÈRE

9415, ROUTE 125
Maison Clé en Main avec une grande fenestration, pour admirer la vue panoramique. Situé à 1h de Montréal, près des pistes de VTT, motoneige ainsi que plusieurs terrains de golf, stations de ski. Un beau petit coin de paradis!
269 000 \$ - CENTRIS # 9567567

Shirley Blainey - 514.259.8884 Courtier immobilier Adriana Diaz - 514.259.8884 Courtier immobilier RE/MAX RE/MAX HARMONIE INC. Agence immobilière

SUTTON

MARIAGE EXQUIS entre un nid familial bien douillet et un quartier prisé de par la proximité du village et du ski Sutton. 3 CAC, immense foyer, solarium, 7,5 acres, garage/atelier, forêt d'érables, sentier qui l'entoure. 474 900 \$

LOIS HARDACKER 450 242-2000
www.loishardacker.com
Ctr. imm. Agréé, Royal LePage Action, Agence Immobilière

REPENTIGNY - VALMONT SUR PARC

Joli condo de 1 004 PC sur au RDC (1^{er} étage). 2 chambres, grand balcon recouvert avec accès à la cour, foyer au gaz, douche coin, bain podium, grande cuisine, A/C, système d'alarme, plusieurs améliorations, remise, 2 stationnements. Copropriété bien gérée et saine. Plusieurs EXTRAS.
184 000 \$ - MLS # 9210019

Marie-Claire Provost - 450.585.0999 Courtier immobilier, groupe sutton synergie inc.

Vous êtes à la bonne adresse
mariesicotte.com

Marie Sicotte
COURTIER IMMOBILIER
Groupe Sutton Centre-Ouest

514 953 9808
marie@mariesicotte.com

VILLE MONT-ROYAL
361 Av. Kenaston - 2 450 000 \$
Parfait emplacement ! Magnifique résidence de 5 CAC sur un lot de 10 000 PC.
MLS # 28413734

WESTMOUNT
714 Av. Grosvenor - 1 645 000 \$
Splendide propriété complètement rénovée de 4 CAC avec garage et magnifique jardin !
MLS # 28396203

NOUVEAUTÉS DE LA SEMAINE

WESTMOUNT
1 Parkman Place - 1 095 000 \$
Condo complètement rénové de 3 CAC au village Victoria !
MLS # 9566079

WESTMOUNT SQUARE

Plusieurs unités disponibles avec vues imprenables...
Contactez-nous pour plus de détails !